

CONFLIT EN SYRIE

Affrontements entre djihadistes et troupes d'Al-Assad

Page 11



LANCEMENT DE SANTÉ QUÉBEC

La pilule passe mal

Page 2



L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE SOUS TOUTES SES FORMES

LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS • LE MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2024

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM7



CRISE
DÉMOCRATIQUE
EN FRANCE

Barnier risque de tomber

Page 10



« COMME LE FEU »

La méthode Lesage

Page 15



HOMOPHOBIE DANS
LE SPORT

« Masculinité hégémonique »

Page 18

Le génie au féminin

35 ans après le féminicide à Polytechnique, la place
des femmes en sciences, une lutte à poursuivre

Pages 6 et 7



Chaque année, quatorze faisceaux lumineux illuminent le ciel de Montréal pour commémorer les quatorze femmes ayant perdu la vie le 6

Santé Québec, une réforme dure à avaler

JULIETTE GAREAU-GUÉRIN
L'Atelier

Centralisation du système, dés-humanisation des services. Santé Québec reçoit un accueil sceptique depuis son entrée en vigueur dimanche. Présidée par Geneviève Biron, la nouvelle société d'État devient l'unique employeur des 330 000 travailleurs du réseau public.

Cette troisième grande transformation du système de santé, annoncée en grande pompe il y a un an par le gouvernement Legault, vise à bonifier les services offerts à la population, notamment les services de premières lignes, en centralisant les prises de décision dans le but de rendre le système plus efficace.

Les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) de même que les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) existeront bientôt tous sous la bannière « Santé Québec ».

Une centralisation néfaste

Le conseil d'administration de Santé Québec deviendra le seul caucus décisionnel du réseau de santé. Mais cette fusion de l'ensemble des établissements de santé publique suscite le mécontentement des syndicats.

« On craint de ne pas être capable d'adapter les soins à chaque réalité », affirme Isabelle Dumaine, présidente de la Fédération de la Santé du Québec (FSQ) qui représente plus de 5 600 travailleurs de la santé.

De leur côté, la FSQ et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ont lancé une campagne publicitaire visant à sensibiliser la population aux impacts néfastes de cette nouvelle agence sur les services publics.

Sans impacter directement les usagers, la fusion des conseils d'administration créera une dés-humanisation dans les prises de décision, selon Vincent Lagacé, agent aux communications de la Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires (CTROC).

La centralisation suscite aussi certaines appréhensions quant aux services en régions. Ayant souvent des besoins différents de ceux des grandes villes, un seul conseil d'administration prenant les décisions pourrait devenir désavantageux pour les services hors des villes, selon de nombreux intervenants interrogés.

« Ce n'est pas parce qu'une pratique fonctionne bien à Montréal qu'elle fonctionnera en Gaspésie, en Estrie ou sur la Côte-Nord », déplore la présidente de la FSQ.

« Est-ce qu'on va avoir encore moins de services spécialisés ici? Est-ce que les gens vont devoir encore plus se déplacer pour obtenir des services? », s'interroge Mélanie Larocque, présidente de l'exécutif local de l'Alliance du person-



Geneviève Biron, présidente-directrice générale de Santé Québec, pense « qu'il est possible d'avoir un réseau dans lequel la population puisse avoir pleinement confiance ». Jacques Boissinot, la Presse Canadienne

nel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) Côte-Nord.

Mme Larocque craint qu'une « dépersonnalisation » des services favorise l'exode hors des régions, déjà confrontées à une pénurie de main-d'œuvre.

Une centaine de membres de l'APTS ont manifesté lundi, devant les bureaux de Santé Québec à Montréal, en revendiquant justement une décentralisation du réseau.

Rééquilibrage budgétaire

La présidente de Santé Québec se retrouve avec la mission laborieuse de retrouver l'équilibre budgétaire dans le système. Pour atteindre ce balancement, les établissements de santé devront faire des coupes de 1,5 milliard de dollars.

« En regroupant les établisse-

ments en une seule et même organisation, nous nous donnons une vision transversale qui offre

« On craint de ne pas être capable d'adapter les soins à chaque réalité » - Isabelle Dumaine

la possibilité d'optimiser le réseau dans son ensemble » indique Mme Biron dans une lettre ouverte aux médias.

Mais pour M. Lagacé, du CTROC, ces coupes auront nécessairement des impacts sur les services : « Ils disent qu'ils ne coupent pas dans les services, mais ils coupent dans les offres d'emplois, alors on touche aux services à la

population ».

Vers l'abolition?

Lors d'une mêlée de presse à Victoriaville en novembre, le chef du Parti québécois (PQ), dont la formation caracole en tête des sondages, Paul St-Pierre Plamondon (PSP) avait mentionné ne pas être convaincu de la nouvelle agence.

« Si ça sert de paravent à des coupures, je demeure à convaincre », avait affirmé PSP, dont le parti souhaite investir davantage dans le système public et n'éloigne pas la possibilité d'abolir Santé Québec s'il revient au pouvoir en 2026.

« On aspire à investir de façon massive dans la santé publique pour s'assurer que les citoyens soient gardiens de leurs propres services », avait déclaré Joël Arsenault porte-parole du PQ en matière de santé.

5 ans au public pour les nouveaux médecins

JULIETTE GAREAU-GUÉRIN
L'Atelier

Le ministre de la Santé du Québec, Christian Dubé, déposait mardi son nouveau projet de loi 83, obligeant les nouveaux médecins à travailler dans le système public pour les cinq années suivant l'obtention de leur diplôme. Les nouvelles recrues devront également travailler au Québec pour ces cinq années.

« On pense que c'est normal que les médecins redonnent à la collectivité après leurs études », a affirmé l'adjointe parlementaire de M. Dubé, Catherine Blouin, en point de presse mardi.

Mme Blouin mentionne la hausse « significative » du nombre de médecins qui partent vers le système privé ou décident de travailler à l'étranger.

Donner envie de rester

En obligeant les médecins à travailler dans le réseau public québécois, le ministère espère créer chez les travailleurs de la santé un amour pour le secteur public qui leur donnerait envie de rester.

« Les médecins qui débutent dans le réseau public sont plus enclins à rester », soutient Mme Blouin.

Le projet de loi 83 prévoit de lourdes contraventions pour les médecins ne respectant pas les obligations. Des amendes pouvant aller de 20 000 \$ à 100 000 \$ par jour d'infraction seront imposées.

M. Dubé se dit conscient de la situation dans laquelle se trouveront les médecins ayant déjà entamé leur parcours au moment de l'adoption du projet.

Le projet de loi sera étudié en 2025, et le ministre se dit ouvert à discuter des règlements à ce moment-là, aucune décision n'ayant été prise à ce sujet jusqu'à présent.

« Je veux écouter les gens du réseau, je veux écouter nos partenaires », affirme-t-il. Le ministre ne semble pas se soucier outre mesure de cette situation.

« Je pense que les Québécois comprennent qu'on veut renforcer le système public », ajoute-t-il.

Réaction positive de la FTQ

« Il faut applaudir ce projet de loi [...] il devient indécent de voir de jeunes médecins qui, au terme de leur formation, se dirigent vers la pratique privée », a déclaré la présidente de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Magalie Picard, dans un communiqué de presse.

La présidente soutient l'urgence de mettre fin à la privatisation du système de santé. La FTQ, représentant plus de 600 000 travailleurs et travailleuses du réseau public, appuie fortement le projet de loi.



Donald Trump a menacé le Canada d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur tous les produits importés aux États-Unis. Charly Triballeau et Ludovic Marin, AFP

Tarifs douaniers imposés, drones commandés

OLIVIER CHÉNEVERT
L'Atelier

Au pied du mur face à la question de l'immigration, le gouvernement Trudeau réagit : la Gendarmerie royale du Canada (GRC) se prépare à acheter une trentaine de drones dans l'optique d'accroître la vigilance à la frontière canado-américaine.

Les appels d'offres pour l'acquisition des drones ont été réalisés moins de deux semaines après la victoire de Donald Trump aux dernières élections présidentielles américaines.

Le président américain désigné s'est d'ailleurs montré clair à l'égard de ses voisins situés au sud comme au nord : l'application de tarifs douaniers de 25% sur tous les produits importés aux États-Unis « restera en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays »!

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, a affirmé mardi que l'achat des drones « [n'était] pas simplement un exercice pour apaiser M. Trump », mais bien une façon de « rassurer les Canadiens [et les Américains sur le fait] que la posture [du pays] à la frontière est sécuritaire ».

Des drones « totalement inefficaces »?

Selon le chargé de cours spécialisé en droit américain et canadien de la sécurité nationale à l'Univer-



Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, a affirmé que l'achat des drones n'était pas directement lié aux pressions de Donald Trump. Lars Hagberg, AFP

sité de Montréal Claude Laferrière, « l'argument [des libéraux d'avoir] acheté des drones avant même que Trump passe ses commandes » est un « ballon politique », c'est-à-dire une amplification de la valeur de leurs propos.

M. Laferrière est d'avis que l'utilisation de drones pour détecter des passages irréguliers entre les deux frontières est « totalement inefficace ». « Il y a certainement un problème à se lancer dans l'achat de drones et de prétendre vouloir couvrir la frontière avec [ceux-ci], alors qu'on a une forêt feuillue ».

« Dans l'état actuel de la frontière, nos chers drones ne verront rien », renchérit l'auteur de l'ouvrage *Five Essays on U.S. National Security Law*.

Aux yeux de M. Laferrière, « officialiser la frontière » permettrait d'établir un contrôle accru de l'immigration illégale. Pour ce faire, celui-ci propose l'établissement d'une « zone tampon », c'est-à-dire « un débroussaillage et une coupe des arbres sur une largeur d'environ 150 pieds tout au long de la frontière », ce qui représente toutefois « un travail colossal qui demanderait une collaboration des provinces et des municipalités frontalières ».

La frontière américaine convoitée

Le ministre provincial de la Sécurité publique, François Bonnardel, a affirmé mardi en conférence de presse que la frontière du côté canadien était « sous contrôle ».

La situation est antinomique au sud de la frontière : 25 000 entrées irrégulières ont été recensées depuis le début de l'année, par rapport à environ 2000 il y a deux ans. « On ne veut pas de Roxham 2.0 », a souligné M. Bonnardel, qui affirme être « extrêmement lucide » face à la situation.

Selon M. Laferrière, « l'immigration du Canada vers les États-Unis, c'est secondaire. L'anxiété manifestée par les agences de sécurité, c'est les politiques très ouvertes aux drogues du gouvernement canadien ».

Toutefois, depuis deux ans, seulement 0,1 % du fentanyl intercepté aux États-Unis provenait du Canada, soit 53 livres sur un total de 49 000 livres.

M. Laferrière prédit que la tendance à la hausse de l'immigration illégale aux États-Unis va se transposer sur le flanc canadien. « On va assister à une migration importante des États-Unis vers le Canada [en raison] des migrants qui ne veulent pas être victimes des déportations de M. Trump ».

Le risque d'une « crise migratoire de réfugiés extrêmement importante » pèse sur le Canada, selon M. Laferrière, qui chiffre en millions le nombre de personnes qui pourraient traverser la frontière.

Et pour cause. Donald Trump a promis de mener « la plus grande opération d'expulsions de l'histoire des États-Unis » dès son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier prochain.

Un an pour le 988

ALEXY SIMPSON
L'Atelier

Le 988, la ligne d'aide téléphonique en cas de crise suicidaire, a fêté son premier anniversaire samedi dernier. Elle est accessible partout au Canada en anglais et en français, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Le service 988 reçoit en moyenne 1000 appels ou textos par jour, à travers le pays. Quand une personne appelle, elle est dirigée vers une ressource de sa communauté. Par exemple, en appelant de Montréal, le service redirige vers la ligne québécoise 1-866-APPELLE.

La ligne d'aide fonctionne grâce à 39 organismes communautaires et plus de 2000 intervenants qui sont au bout du fil. Le tout est orchestré par le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), un hôpital d'enseignement affilié à l'Université de Toronto.

La conseillère principale en communication du CAMH, Mahreen Dasoo, soutient que le 988 « a fait ses preuves ». Selon Mme Dasoo, cette ressource se distingue par « sa portée nationale et son accès simplifié ». Elle précise à L'Atelier que « contrairement aux services précédents, qui nécessitaient de composer des numéros longs et difficiles à mémoriser, le 988 offre une connexion directe et mémorisable en cas de crise ».

La directrice générale du Centre de santé mentale Multi-Écoute, Sahar Choulani, avoue à L'Atelier n'avoir jamais entendu parler du 988. La dirigeante de ce centre d'écoute montréalais, qui vient souvent en aide à des personnes immigrantes et réfugiées, pense que le service gagnerait à être mieux connu dans les différentes communautés.

Mme Choulani souligne que « dans quelques religions, [parler de suicide], c'est interdit. Dans quelques cultures, ce n'est pas correct socialement. » Elle ajoute qu'une ligne d'aide offerte en persan, en espagnol ou en arabe pourrait également être bénéfique pour avoir du soutien dans sa langue maternelle. Elle dit qu'elle recommandera ce numéro à l'avenir.

Chaque année au pays, 4500 personnes meurent par suicide, selon Statistique Canada, soit 12 personnes par jour.



Chaque jour, 1000 personnes utilisent le 988. Pixabay



Le collège Dawson a été fermé le 21 novembre dernier en raison d'une grève pour la Palestine. Théo Cantin, L'Atelier

Enquête en cours aux collèges Dawson et Vanier

THÉO CANTIN
L'Atelier

La ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, a annoncé l'ouverture d'une enquête aux collèges Dawson et Vanier, à la suite de nombreuses plaintes sur un climat « tendu » et des « tensions » liées au conflit israélo-palestinien. L'Atelier s'est rendu au collège Dawson pour prendre le pouls de la situation.

12 h 30, cafétéria du collège Dawson. Une cinquantaine de personnes assistent à un tirage au sort dans le cadre d'une levée de fonds pour la Fondation canado-palestinienne du Québec. L'argent est notamment destiné aux enfants gazaouis. Les prix à gagner sont nombreux : des abonnements à un gymnase, des cartes-cadeaux du dépanneur ou de l'huile d'olive palestinienne.

Le climat est calme et, surtout, joyeux. Chaque nom gagnant prononcé est accompagné d'une salve d'applaudissements dans la cafétéria bondée d'étudiants.

« En voyez-vous, des tensions? » demande une professeure de littérature impliquée dans l'événement et interrogée par L'Atelier sur la situation. Un garde de sécurité qui patrouille près du tirage au sort affirme « n'avoir jamais vu de tensions ou avoir eu à gérer des trucs par rapport à ça ».

Même constat pour la présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur, Valérie Fontaine. « J'ai parlé à mon président de Dawson et il n'a pas eu d'écho de cette tension ou de cette pression que pourraient ressentir les employés sur

le campus. Par contre, ça ne veut pas dire que ça n'existe pas », explique-t-elle.

Quelles « tensions »?

La ministre Déry a détaillé au micro de Radio-Canada les raisons du déclenchement de l'enquête. « Les dénonciations sont différentes : il y a de l'intimidation, il y a des professeurs qui encouragent les étudiants à aller manifester ou qui annulent des cours pour que les étudiants puissent aller manifester. »

Le président de la Muslim Stu-

dent Association de Dawson, Abu Al-Azm, a senti des tensions avant le jour du vote. « Des filles sont venues avec des kangourous de l'armée israélienne devant la salle de prière », se souvient-il.

Une étudiante libanaise rencontrée sur le campus a aussi vécu un affrontement. « Je collectais des fonds pour la Palestine à la cafétéria et quelqu'un est venu, a pris notre affiche et l'a déchirée sous nos yeux », raconte-t-elle.

La Jewish Student Association du collège Dawson n'a pas donné suite à notre demande d'entrevue.

Les différentes personnes rencontrées par L'Atelier ont insisté sur le soutien fourni par le collège Dawson pour accompagner leurs étudiants.

« Il y a beaucoup de sympathie et de compassion de la part de

l'école. », estime la vice-présidente des plaidoiries de la Dawson Student Union, Victoria Ormiston.

Un vote de grève tendu

Le mardi 19 novembre a eu lieu un vote sur une grève pour la Palestine, qui se tiendrait le 21 novembre. Le résultat du vote a été en faveur de la grève, mais le collège Dawson a décidé de garder les portes de l'établissement ouvertes, avant de se rétracter et de le fermer.

L'étudiante libanaise rencontrée sur le campus de Dawson par L'Atelier ne se sentait pas « en sécurité » lors du vote. Elle explique que plusieurs personnes huaient et filmaient les personnes s'affichant comme propalestiniennes. « Je me sentais heureuse que ça ne paraisse pas que je suis libanaise », explique l'étudiante.

« C'était juste une semaine de tensions. J'espère que ça ne continuera pas », estime Abu Al-Azm.

Victoria Ormiston était présente lors du vote de grève. « L'assemblée a causé beaucoup de tensions, parce que les deux côtés étaient dans la même salle. C'était difficile à gérer. »

La ministre Déry a déclaré vouloir « ramener un certain calme » aux collèges Dawson et Vanier. L'enquête de son ministère portera sur les mécanismes de gouvernance de ces établissements montréalais afin de « vérifier s'ils ont pris toutes les mesures à leurs dispositions pour garantir la sécurité physique et psychologique de leurs étudiants ».

Le collège Dawson assure pourtant n'avoir reçu « aucun renseignement sur cette enquête ».

Pas de résidences permanentes avant juin 2025

PHILIP BOSSÉ
L'Atelier

Dans l'ombre de la tempête médiatique qu'ont été les compressions en francisation, la Coalition avenir Québec (CAQ) a suspendu le 30 octobre la délivrance de Certificats de sélection du Québec (CSQ). Ce document est essentiel à quiconque rêve de s'installer à long terme en sol québécois, car il est un tremplin vers la résidence permanente, selon les avocats en immigration.

« La question qui se pose, ce n'est pas de savoir [qu'est-ce que le candidat doit faire] pour obtenir la résidence permanente, mais [qu'est-ce qu'il doit faire] pour obtenir le fameux CSQ », explique à L'Atelier l'avocat en droit de l'immigration M^e Reynaldo Marquez.

Grâce à une entente signée avec Ottawa dans les années 1990, Québec « a le pouvoir de sélectionner ses travailleurs qualifiés », développe-t-il.

« L'entité qui émet la résidence permanente, c'est le gouvernement fédéral, et non pas le gouvernement provincial », poursuit-il. Le gouvernement québécois sélectionne les immigrants qu'il souhaite voir rester sur son territoire selon ses critères, avant de le signaler à Ottawa.

Or, la capacité de parler un français de niveau intermédiaire avancé est un critère essentiel à l'obtention d'un CSQ.

Les compressions en francisation viennent mettre des bâtons dans les roues aux immigrants qui n'ont pas le français comme langue maternelle.

« L'impression que cela donne, c'est qu'il y a une volonté de la part du gouvernement de privilégier une immigration francophone [de la France, de la Belgique ou de la Suisse] plutôt qu'une immigration provenant d'un pays qui n'a pas le français comme langue maternelle », souligne M^e Marquez.

Programmes suspendus

En plus de parler un bon fran-

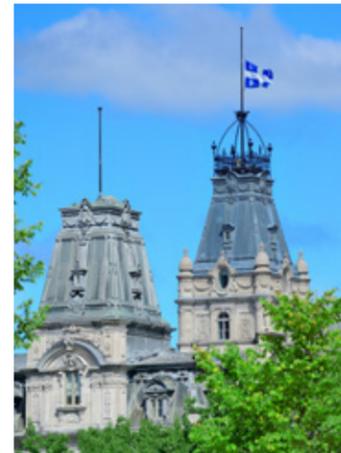
çais, les candidats au CSQ doivent être inscrits à l'un des programmes offerts par le gouvernement provincial, comme le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) ou le Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ).

Le PEQ se divise en deux volets : les travailleurs étrangers temporaires et les diplômés du Québec.

Toutefois, le gouvernement Legault a annoncé, en même temps que la suspension de délivrance des CSQ, que le volet des diplômés du Québec du PEQ allait être gelé jusqu'en juin 2025, sans préavis. « C'est une surprise pour la communauté, évidemment », avance M. Marquez.

Le PRTQ a quant à lui été actualisé pour devenir le Programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ). Son implantation était prévue pour le 29 novembre dernier, mais a été annulée avant, limitant une fois de plus l'accès à la résidence permanente.

« Premièrement, c'est [la CAQ qui a voulu] des travailleurs pour des postes dont les Québécois ne veulent pas. Les travailleurs temporaires sont venus avec l'espoir de faire une demande de CSQ », se désole Vanessa Javaux, enseignante en francisation qui a perdu son emploi à la suite des coupes.



Une vague de coupes en offre de francisation a causé des manifestations à travers la province. Freepik

Le discours contradictoire de la CAQ

PHILIP BOSSÉ
L'Atelier

Entre 2018 et 2024, la CAQ aurait effectué 67 missions de recrutement pour des travailleurs étrangers, rapporte Radio-Canada. Pourtant, le provincial accuse le fédéral d'être responsable de l'explosion du nombre d'immigrants temporaires.

« De façon urgente, le gouvernement fédéral doit réduire le nombre d'immigrants temporaires au Québec. On voit que 100 % du problème de logement vient de l'augmentation du nombre d'immigrants temporaires », a déclaré

François Legault le 10 juin dernier.

« C'est hypocrite de blâmer des gens qui, de toute façon, ne vont pas rester. Ils se sont investis et tout d'un coup on leur dit [qu'on] n'a jamais eu l'intention de [les] garder », pense Vanessa Javaux, en référence à la suspension des CSQ.

Pour elle, la communauté immigrante est le premier bouc émissaire dans toutes les sphères de la société, de l'accès aux soins de santé aux places en garderie.

Selon les données de Statistique Canada, le nombre de résidents temporaires au Québec est passé de 160 273 en 2018 à 560 174 à la fin de 2023.

Ode à la presse papier

ELOÏC POTEL
GABRIEL JULLIEN
L'Atelier

ÉDITORIAL - Le journal s'ouvre, et les sens s'éveillent avec lui. L'odeur de l'encre chatouille les narines du lecteur avide d'actualités et la couleur laisse sa marque au bout de ses doigts. C'est la lecture du journal imprimé, le noble rituel des générations antérieures qu'il nous faut protéger.

Depuis quelques années, nombreux sont les médias d'information qui ont cessé leur publication physique : *La Presse* n'est plus imprimée depuis décembre 2017, et les journaux des Coops de l'information (*La Tribune*, *Le Droit*, *Le Soleil*, etc.) ne paraissent plus depuis décembre 2023.

Cette première édition imprimée de *L'Atelier* est donc une occasion pour nous de déclarer notre amour à ce média vieillissant.

Le rythme « des vieux »

La lecture du journal dans sa forme papier demeure d'actualité, et ce, plus que jamais en raison du flot grouillant d'informations qui nous submerge aujourd'hui. Les médias en continu s'affairent à multiplier les articles sur leurs applications, surchargeant d'informations parfois futiles nos esprits déjà trop remplis. Le journal papier se présente comme un contrepoids. Le rythme serein de lecture qu'il impose est un « moment suspendu dans le temps », comme diraient nos grands-parents.

Le journal papier favorise aussi l'essor de la presse locale, qui doit demeurer prioritaire. Les médias d'aujourd'hui, malgré les défis financiers qui les frappent, seraient gagnants d'imprimer une édition par semaine afin d'offrir cet aspect local au rythme moins effréné. Le samedi serait le meilleur choix : c'est une journée de congé pour plusieurs, ce qui laisserait le temps aux gens de lire les larges pages de leur journal hebdomadaire. Ensuite, le reste de la semaine servirait à prendre le temps de distiller et de digérer l'information à son goût.

Vintage à l'os

Pour courtiser les plus jeunes, le journal papier peut compter sur son aspect *vintage*. Quoi de plus rétro que l'image d'un agent secret dans son imperméable qui espionne sa cible à travers son journal ouvert en éventail ? À notre tour d'incarner ce personnage.

Ces dernières années, la recrudescence de la vente des disques vinyles laisse à croire que les nouvelles générations peuvent s'intéresser au journalisme sur papier. À quand la démocratisation de la gazetophilie chez les plus jeunes ?

Au nom de l'équipe de rédaction de *L'Atelier*, nous souhaitons une longue vie aux irréductibles, qui — pour l'instant — perdurent. Puisse-nous en faire partie encore longtemps.



La collecte des ordures ménagères se fait maintenant aux deux semaines dans tout l'arrondissement Mercier—Hochelaga-Maisonneuve. Saphia Weladji, *L'Atelier*

Querelle dans les poubelles de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

SIMON BÉRUBÉ
L'Atelier

« Ça fait deux ans que je vis ici, je vis en enfer avec les poubelles. Depuis qu'ils ont mis la règle en place, c'est pire qu'avant ». Pour Paul Cadars, comme pour de nombreux résidents de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve (MHM), l'espacement de la collecte des déchets aux deux semaines, plutôt qu'aux semaines, ne passe tout simplement pas.

L'Arrondissement, dirigé par Pierre Lessard-Blais, implante ce projet depuis fin 2022, défendant qu'il vise à faire utiliser davantage le compost et ainsi réduire le volume de déchets envoyés au dépôt.

Mais pour Paul Cadars, cette nouvelle réglementation crée un problème d'insalubrité. « Ça fait qu'on se retrouve avec des déchets partout et dès qu'il y a du vent, c'est une catastrophe », explique-t-il.

Selon la porte-parole de l'Association québécoise Zéro Déchet et résidente de MHM, Laure Mabileau, l'espacement récent de la collecte de déchets est une bonne décision pour l'environnement.

« Les sites d'enfouissement débordent, ils sont déjà au maximum de leur capacité. Il faut revoir notre façon de gérer nos matières



Paul Cadars est l'un des résidents de l'arrondissement grandement insatisfait depuis l'instauration de la nouvelle mesure. Saphia Weladji, *L'Atelier*

résiduelles et [l'espacement de la collecte], c'est la piste la plus efficace qu'on a actuellement pour réduire la quantité de matière envoyée à l'enfouissement », avance Mme Mabileau.

Pour Denise, une dame de 69 ans qui réside dans le quartier depuis un peu moins de deux ans, la situation est fortement déplaisante, d'autant plus que son bouledogue français produit lui aussi des déchets. Elle remarque également une difficulté à assurer le respect de la mesure dans son quartier.

« Les gens n'ont pas écouté

et ils continuent à quand même mettre leurs poubelles au chemin [à chaque semaine] », se désole la sexagénaire.

Elle confie même que son organisation personnelle est plus complexe depuis le début de la mesure le mois passé dans son quartier : « Quand j'ai trop de poubelles [chez moi], je vais les remettre dans les [poubelles des] parcs. »

Organismes de quartiers divisés

L'opposition à cette solution est bruyante. Membre de la Ligue 33, un organisme œuvrant à amélio-

rer « la qualité de vie dans l'Est de Montréal », André-Philippe Doré est farouchement opposé à l'espacement de la collecte de déchets.

Selon lui, le contexte social et sanitaire précaire de l'arrondissement rend cette mesure incompatible avec la réalité de MHM et expliquerait en partie la grogne présente dans la population.

« Ce n'est vraiment pas une réaction conservatrice, ce n'est pas ça. [...] C'est que [les nouveaux horaires] ne marchent pas. C'est irréaliste, ça met les gens encore plus dans le trouble, c'est plus nocif pour l'environnement [...] et ça amène des rats », se désole M. Doré.

Selon lui, cette nouvelle mesure n'est qu'une façon de couper les coûts, sans considérer l'impact sur les moins nantis. « C'est dur de ne pas croire que la cause est que c'est le quartier des pauvres et qu'ils s'en sacrent de nous autres », déclare-t-il sur le choix de MHM pour implanter cette mesure.

Mme Mabileau mentionne qu'une « majorité silencieuse » en faveur de l'espacement existe bel et bien.

« En général, on ne se lève pas vraiment pour supporter une politique avec laquelle on est d'accord. On se lève plutôt pour s'opposer à quelque chose », rappelle-t-elle.

Un 15^e faisceau sur le mont Royal cette année

JULIA MYLES
L'Atelier

Un nouveau faisceau lumineux sera ajouté aux quatorze qui commémorent les victimes du féminicide de la Polytechnique chaque 6 décembre sur le belvédère du mont Royal, a appris L'Atelier en exclusivité.

L'ajout de ce rayon vise à commémorer toutes les autres victimes de féminicides, ont confirmé plusieurs sources.

L'ensemble des citoyens seront invités le vendredi 6 décembre à assister à cette cérémonie, tenue au belvédère Kondiaronk sur le mont Royal. Pour une 11^e fois, la cérémonie débutera à 17 h 10, l'heure à laquelle Marc Lépine a ouvert le feu à la Polytechnique. Une minute de silence sera observée au moment de l'illumination des faisceaux.

Catherine A. Bergeron, dont la sœur, Geneviève, a été tuée il y a 35 ans, fait partie des personnes à l'origine du concept. Elle avait contacté Moment Factory, un studio de conception visuelle et sonore, à l'occasion du 25^e anniversaire.

« L'idée, à la base, c'était juste pour le 25^e anniversaire. Une fois la cérémonie faite, c'était tellement représentatif, tellement simple et en même temps tellement marquant qu'on s'est dit qu'on pourrait le faire chaque année », raconte-t-elle.

Un devoir de vigilance

Au Québec, 24 femmes ont été tuées par féminicide depuis janvier 2024, selon l'Observatoire canadien du féminicide. Au Canada, elles sont 167.

Le féminicide est défini comme « le meurtre d'une femme au simple motif qu'elle est une femme » selon le Conseil du statut de la Femme.

Les raisons menant à la perpétration d'un féminicide sont toutefois plus complexes. Au Québec, la première cause est la violence conjugale, mais ce crime englobe également les morts relatives au trafic humain, au travail du sexe, à l'honneur ou à la mutilation génitale, par exemple.

L'attentat antiféministe de la Polytechnique a été le premier féminicide de masse au Canada. Trente-cinq ans plus tard, celui des femmes et des enfants autochtones assassinés et disparus continue de passer sous le radar, selon l'Observatoire et l'Enquête nationale lancée en 2016.

« Si on veut rester vigilant, c'est pour éviter qu'il y en ait d'autres. C'est pour se souvenir que, depuis le 6 décembre 1989, il y a eu des centaines de féminicides ici, sans même parler d'ailleurs dans le monde », affirme Catherine A. Bergeron.



« Mon idée, c'était une pierre avec les 14 noms, "In memoriam" et la date, tenue par 14 gros boulons de bronze qu'on aurait fixé au mur de l'école », raconte Louis Courville, concepteur d'un monument. Élyse Tessier Deslauriers, L'Atelier

Les cicatrices laissées par Polytechnique

Des témoins se remémorent le drame, 35 ans après

JULIA MYLES
OLIVIER PICARD
L'Atelier

Le 6 décembre 1989, un froid mordant s'abattait sur Montréal. Sur les pentes glacées du Mont-Royal, les voitures de police retournaient en ville et les ambulances prenaient le chemin des hôpitaux.

L'école Polytechnique était sous le choc. Marc Lépine venait d'y semer la mort. Vers 16 h 15, l'homme est entré dans l'établissement avec l'intention explicite de tuer des femmes. Une heure plus tard, il a ouvert le feu avec une carabine de chasse dans trois salles différentes après avoir écarté les hommes de son chemin. Il a terminé son parcours au troisième étage, où il fait sa quatorzième et dernière victime avant de se suicider. Il lui restait encore 60 cartouches dans son sac de sport. Il venait de commettre l'attentat le plus meurtrier de l'histoire du Québec.

Louis Courville, directeur intérimaire de la Polytechnique en 1989, était dans son bureau avec d'autres membres du personnel lorsqu'un jeune homme est entré en panique par la porte du vestibule et l'a verrouillée derrière lui : « Il y a un fou qui tire dans l'école. »

Le directeur a quitté son local après quelques minutes de silence. Plus aucun tir. Il a arpen-



Une exposition annuelle présente des étudiantes en génie à la Polytechnique de Montréal qui tiennent les noms des victimes. Élyse Tessier-Deslauriers, L'Atelier

té les classes, la cafétéria et les corridors, suivant les indications des étudiants. Sur son passage, il voyait plusieurs corps de femmes inertes, une image qui le traumatise toujours aujourd'hui. « J'ai réfléchi à ça des milliers de fois », confie-t-il à L'Atelier dans son domicile d'Outremont, aux côtés de sa femme Jeanne Dauphinais, les yeux fixes. « Deux choses : la puissance terrible de la surprise - on ne s'attend pas à ça - combinée au fait que c'est tellement improbable. »

Cette même soirée, la reporter Ruth Loiselle regardait les portes de l'université s'ouvrir sur des ambulanciers évacuant les blessées

sur des civières. « Chaque fois, j'entendais les civières descendre du trottoir et la personne sur la civière manifestait qu'elle avait mal. Peux-tu me dire pourquoi [les ambulanciers] levaient pas les civières? », s'exaspère la retraitée.

Toujours là

« Le fait que ce soit des femmes, je l'ai appris assez tard », se remémore l'ancienne journaliste. Cela ne fait que cinq ans que le terme « féminicide » est employé pour qualifier l'événement. La retraitée s'avoue déconcertée par le temps pris par les québécois à admettre la nature anti-féministe de cette

tuerie. « Je me me disais que s'il avait tué quatorze plombiers, on se serait tout de suite dit qu'il en voulait aux plombiers », dit-elle.

M. Courville se remémore ce malaise sociétal et les deux volontés qui se contredisaient en lui : passer par dessus ou souligner l'événement. « La violence sur les femmes c'est rien de nouveau : on a seulement cessé d'éviter d'en parler », résume l'homme de 90 ans.

Il raconte, ému, un incident de menuiserie dans lequel il s'est blessé en montrant ses deux pouces, l'un dont l'extrémité est manquante : « Je me suis blessé, c'est assez cicatrisé, mais c'est toujours là. C'est un peu comme ça. »

Il y a 35 ans, Catherine Bergeron perdait sa sœur, Geneviève, qui étudiait en génie mécanique à la Polytechnique. Selon elle, les cérémonies doivent aller au-delà du devoir de mémoire et assurer un devoir de « vigilance » pour que ce genre d'événements ne se reproduise plus.

Jeanne Dauphinais et Louis Courville vont toujours porter des fleurs à la Polytechnique, où des roses blanches, symbole choisi par l'école, s'amoncellent. Jeanne Dauphinais explique leur rituel : « On a toujours choisi une rose assez grande, blanche, mais qui se termine avec une petite teinte de rosé. Ça représente mieux les filles. »

Sciences et sexisme

OLIVIER PICARD
JULIA MYLES
L'Atelier

« Quand j'étais à la Poly, dans toute l'école, il y avait quatre filles », se remémore Micheline Thibodeau-DeGuire, première femme diplômée en génie civil à la Polytechnique. 35 ans après l'attentat antiféministe de la Polytechnique, malgré des avancées, la place des femmes en sciences reste à faire.

En 1989, les femmes représentaient 17 % des diplômés au baccalauréat dans les facultés de génie.

En 2024, elles sont 32,6 %. Une augmentation rapide, mais qui témoigne toujours d'un déséquilibre.

Sur le marché du travail, près de 45 % des ingénieures affirment avoir subi de la discrimination basée sur leur genre au cours de leur carrière, rapporte l'Ordre des ingénieurs du Québec en 2022.

Blagues de mauvais goût, délégation des tâches organisationnelles aux femmes, *mansplaining* : selon trois étudiantes de la Polytechnique, les gestes sexistes restent bien coriaces.

Minh-Ngoc Do, impliquée dans le comité PolyElles, qui favorise le leadership des femmes en sciences, décrit une fatigue d'avoir à se défendre constamment devant des commentaires désobligeants. « Mes amies m'expliquaient que c'était difficile de toujours devoir mettre son pied à terre, et que ça se produisait tellement souvent que ça devenait épuisant », raconte-t-elle.

La place des femmes dérange

« Toutes les portes sont ouvertes, mais quand on les ouvre, des fois elles grincent », soutient Marie Rouillard, étudiante en génie mécanique impliquée dans des sociétés techniques. L'étudiante ressent un inconfort de la part des hommes envers les femmes qui occupent des positions de pouvoir. Dans son expérience, sa crédibilité est souvent minée et sa parole souvent remise en question.

Ce propos résonne avec Sophie Beaudry, étudiante de quatrième



Des étudiants de Polytechnique passent dans le corridor menant au pavillon principal, dans lequel une installation commémorative est présentée chaque année. Élyse Tessier-Deslaurier, L'Atelier

année en génie biomédical, qui le constate également durant ses stages. La jeune femme appelle ses concepteurs à arrêter de se sous-estimer : « En tant que femme, il faut ne pas avoir peur de foncer et de prendre des positions de pouvoir. »

Les étudiantes constatent également un biais intériorisé. Selon elles, les femmes sous-estiment davantage leurs capacités que leurs collègues masculins. « Une femme va se dire qu'elle coche seulement 70 % des critères et ne va pas appliquer. Chez mes amis gars, ils cochent 30 % des critères et appliquent quand même, » remarque Mme Beaudry.

Marie Rouillard explique ce biais par le peu de visibilité dont les femmes bénéficient. « La présence des femmes dérange un peu plus. C'est intériorisé, mais on associe moins les femmes à des positions de leadership dans ces domaines-là parce qu'on en voit moins », croit-elle.

Une responsabilité partagée

Toutes soulignent tout de même une bienveillance de la part de leur

collègues de classe masculins, qui sont sensibilisés à cette réalité.

« Ils sont nos alliés, ils sont là pour nous aider dans ces moments-là », pense Mme Do. Elle poursuit : « Si on n'est pas seules à se défendre face à ce genre de comportement, si on a des alliés qui sont là pour nous soutenir, [...] ça peut déjà nous aider. »

Sophie Beaudry, qui considère que les hommes de la Polytechnique sont conscients de leurs réalités, élargit sa vision au milieu du travail. « On ressent ces comportements-là, mais pas tant dans les centres de Poly plus que dans l'industrie, où il n'y a pas nécessairement eu ce changement de culture », observe-t-elle.

Le legs du 6 décembre

Les événements du 6 décembre 1989 laissent une blessure dans

Près de 45 % des ingénieures affirment avoir subi de la discrimination.

la communauté qui guérit. Sophie Beaudry ressent qu'elle a une « responsabilité de mémoire ». « Moi, comme toutes les étudiantes en génie, on veut leur faire honneur et poursuivre nos études en se rappelant qu'elles n'ont pas eu cette chance là », rappelle-t-elle.

« Il y a de la colère et de la tristesse. Non seulement que ce soit arrivé, mais que la place des femmes en sciences et les discours des masculinistes soient encore des choses qui aient lieu », affirme Mme Rouillard.

Chaque année, l'Ordre de la rose blanche remet une bourse à une étudiante canadienne dont le parcours se démarque. Elle a créé également 14 nouvelles bourses en l'honneur des 14 victimes, qui seront remises à des jeunes ingénieures. La bourse de 2024 a été remise à Makenna Kuzyck, bachelière de l'Université d'Alberta en génie mécanique.

Micheline Thibodeau-Deguire soutient que « Tout ceux qui ont du talent doivent pouvoir le développer. Que ce soit un gars ou une fille. »

Un 5^e congrès sur la violence faite aux femmes

OLIVIER PICARD
L'Atelier

Du 3 au 6 décembre, le cinquième congrès de la Chaire internationale sur la violence faite aux femmes et aux filles dans les conflits prend place au Palais des congrès de Montréal.

Le thème du congrès de cette année : « Mettre fin aux violences basées sur le genre : autonomisation des femmes et développement durable ».

Lors de ce congrès, plusieurs allocutions et conférences aborderont des enjeux féminins clés, comme la santé sexuelle et les droits reproductifs, les violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que la question de l'égalité homme/femme dans plusieurs sphères de la société.

Les visages multiples de la violence

Le Dr Denis Mukwege y tiendra une conférence plénière sur les victimes de violences sexuelles au Palais des congrès. En avril 2024, Pradilla Patten, la représentante spéciale des Nations Unies sur la violence sexuelle dans les conflits et secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a fait état d'une « recrudescence spectaculaire de plus de 50 % de ce type de violence en 2023. »

Une conférence abordera les violences obstétricales subies par les femmes en situation de vulnérabilité au Canada et ailleurs dans le monde.

Des infirmières feront le point sur les injustices reproductives des femmes en situation de handicap, tout en traitant les indicateurs socio-culturels qui mènent à la fistule obstétricale au Togo.

Selon une étude, 47 % des femmes en Afrique de l'Est ont fait l'objet de violences obstétricales pendant l'accouchement.

L'envers de la discrimination positive

Des étudiantes craignent d'être embauchées strictement pour satisfaire un quota

OLIVIER PICARD
JULIA MYLES
L'Atelier

Plusieurs moyens sont mis en œuvre pour amplifier la présence des femmes dans le milieu scientifique, mais certaines remettent la discrimination positive en question, disant ne pas vouloir être réduites à un quota, mais plutôt valorisées pour leur expertise.

Le Grand Dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française définit la discrimination positive comme des « mesures prises pour corriger une

situation résultant de décisions ou de gestes antérieurs discriminatoires ou illégaux, notamment en matière de recrutement ».

Cette mesure permet d'accorder un avantage à des femmes ou des personnes issues de minorités dans le but de favoriser l'inclusion dans les milieux de travail. Cependant, cette mesure peut avoir un effet pervers, en restreignant l'individu à une étiquette sociale et en diminuant la valeur du talent brut. Elle peut également renforcer des préjugés sociaux en créant une catégorisation, au lieu que les employeurs évaluent le dossier et

les compétences individuelles des candidats uniquement.

Quota ou talent?

Les étudiantes de la Polytechnique interrogées par L'Atelier mentionnent toutes les quotas, dont elles se méfient. Minh-Ngoc Do, étudiante en génie informatique impliquée dans l'organisation Polyelles, raconte qu'elle ne veut pas qu'on l'engage « parce qu'[elle est] une fille ou pour son ethnicité ». Idem pour l'étudiante en génie mécanique Marie Rouillard, qui s'interroge : « Est-ce que [je ne suis qu']un quota à atteindre

pour une compagnie ou est-ce que [je] méritais vraiment cette place-là? »

Celles-ci affirment qu'elles ne veulent pas empêcher une personne qui comblerait mieux les attentes d'une entreprise d'atteindre un poste, simplement pour varier les effectifs.

Sophie Beaudry, en génie biomédical, interpelle également les futures étudiantes en sciences appliquées. Selon elle, dans les milieux de travail, l'idée selon laquelle les femmes sont embauchées seulement parce qu'elles sont « cutes » demeure très persistante.



Le congrès bat son plein jusqu'au 6 décembre au Palais des congrès de Montréal. Chaire internationale Mukwege

Fusion des salles de nouvelles chez Bell Média

L'ensemble des salles de nouvelles de l'entreprise Bell Média seront fusionnées pour n'en former qu'une seule. Cette fusion regroupera notamment Noovo Info, CTV News Montreal, ainsi que leurs trois stations de radio, dont CJAD, et sera supervisée par Suzanne Landry, vice-présidente au développement du contenu, programmation et information au Québec. *La Presse* rapporte également que la salle comblera des journalistes francophones et anglophones, syndiqués et non syndiqués dans le même milieu de travail. En février, 10 % des effectifs avaient déjà été réduits par Bell. JM

Le grand patron de TVA démissionne

Québecor a annoncé mardi la démission du directeur général et rédacteur en chef de TVA et LCN, Xavier Brassard-Bédard. Il quittera ses fonctions le 11 décembre prochain. M. Brassard-Bédard était le rédacteur en chef depuis août 2020 et dans le Groupe TVA depuis 14 ans. Il devenait grand patron suite à l'écartement de l'ancien vice-président, Serge Fortin, en 2020. La nature de sa démission et le nom de la personne qui lui succèdera demeurent inconnus. Il a dû jongler, pendant son mandat, avec une crise financière au sein du groupe, le poussant notamment à cesser la production de ses bulletins de fin de semaines. JGG



Legault se représentera en 2026

Malgré de mauvais résultats dans les sondages, François Legault a affirmé qu'il se représenterait à la tête de la Coalition avenir Québec lors des prochaines élections de 2026. D'après un sondage publié dans le magazine *L'Actualité*, 53 % des Québécois interrogés souhaitent la démission de l'actuel premier ministre, qui est désormais annoncé comme moins populaire que Justin Trudeau. EK



Il ne reste pratiquement rien du camp Notre-Dame, encore habité lundi dernier. Saphia Weladji, L'Atelier

La solidarité après le démantèlement

ELLIOT LAMBERT
L'Atelier

Les premiers flocons tombaient mardi matin sur le campement désormais fantôme de la rue Notre-Dame. Quelques objets épars dans l'herbe mouillée étaient les seuls témoins d'une occupation itinérante qui a crû tout l'été avant d'être démantelée dimanche. La communauté d'Hochelaga se demandait où ses anciens voisins avaient dormi, en espérant que leur manteau ne soit pas couvert du drap blanc qu'a laissé tomber l'hiver montréalais.

« C'est une violation de son chez-soi, en quelque sorte. On déracine complètement quelqu'un qui est déjà en situation de précarité », déclare Marie-Noëlle L'Espérance, directrice des programmes cliniques de l'organisme Dans la rue. Plusieurs organismes communautaires qui viennent en soutien aux personnes itinérantes critiquent l'événement de la veille.

« C'est indécent de fermer des campements sans avoir de solutions alternatives pour leurs occupants », ajoute Josée Panet-Raymond, la rédactrice en chef de *L'itinéraire*. Le magazine n'a d'ailleurs pas réussi à trouver cette année un local pour organiser sa halte-chaleur, un espace dédié ayant permis, l'hiver dernier, d'accueillir chaque nuit jusqu'à 25 personnes en situation d'itinérance. Peu d'organismes ont la possibilité d'offrir ce service à Montréal.

Avec un manque d'haltes de chaleur et des refuges qui débordent,



Amanda Foster est venue en aide à une personne en situation d'itinérance durant le démantèlement. Saphia Weladji, L'Atelier

Mme Raymond déplore le peu d'options offertes aux gens dans la rue pour se relever d'un démantèlement.

Une implication citoyenne

Les organismes sont débordés et quelques citoyens du quartier souhaitent leur prêter main forte.

L'Atelier est allé à la rencontre, sur la piste cyclable longeant la rue Notre-Dame, d'une résidente d'Hochelaga qui a assisté au démantèlement du campement d'itinérants qu'elle connaissait. Amanda Foster est venue en aide à Devin, un itinérant qui a perdu sa tente et, du même coup, un lieu sûr où passer la nuit.

« Tout le monde mérite un endroit chaud pour dormir, même si je ne les connais pas très bien », explique-t-elle simplement. La citoyenne agit dans la foulée et de

bon cœur en donnant les clés de son motorisé à Devin pour la nuit. Mme Foster mentionne avoir été touchée par la situation dans laquelle se retrouvait cet homme, démuné de ses repères. « Les deux dernières personnes qui m'ont donné un câlin, ce sont Devin et une autre itinérante du camp. Je les côtoie presque quotidiennement, lorsque je promène mes chiens. Je les vois davantage que plusieurs personnes de mon entourage », ajoute t-elle.

Les organismes du quartier

À Hochelaga, plusieurs ressources sont accessibles pour les personnes en situation d'itinérance. L'implication citoyenne au sein du quartier prend plusieurs formes. *L'itinéraire* et *Dans la rue* sont situés aux limites sud-

ouest du quartier, alors que l'organisme CAP St-Barnabé dessert la partie Est, en offrant accès à une halte-chaleur pour ceux dans le besoin.

L'Atelier s'est rendu à la Cuisine Collective Hochelaga-Maison-neuve. Cet organisme à but non lucratif encourage l'autonomie culinaire et remet une partie de ses bénéfices en dons alimentaires qui sont ensuite distribués par des organismes à la communauté. « Tous les profits qu'on fait avec nos activités sont réinvestis dans notre mission principale : faire des paniers de nourritures gratuits pour la communauté et puis, payer nos employés », explique Véronique Désy, la coordonnatrice du service traiteur de l'organisme.

Un « droit »

Malgré l'aide communautaire, la sécurité et le bien-être des résidents du campement déchu est loin d'être assurée cet hiver. La Commission canadienne des droits de la personne a dénoncé le 13 février dernier dans un rapport sur la crise des campements les méthodes utilisées par les institutions gouvernementales pour se débarrasser de ceux-ci. Selon le rapport, le gouvernement doit agir de manière à « respecter et faire respecter les droits de la personne, y compris le droit à un logement adéquat ». Il devrait aussi veiller à ce que les personnes en situation d'itinérance « aient accès aux produits de première nécessité dont elles ont besoin pour survivre et vivre dans la dignité ».

Le Canada, un 51^e État américain?

THÉO CANTIN

L'Atelier

Le président américain désigné, Donald Trump, aurait suggéré à la blague au premier ministre canadien, Justin Trudeau, que le Canada pourrait devenir le 51^e État américain lors d'un souper à Mar-a-Lago, sa résidence en Floride, selon des sources de Fox News.

Après la diffusion de ce texte sur le site de la chaîne conservatrice, le 45^e président des États-Unis a publié sur Truth Social, son réseau social, une photo de lui-même, de dos, trônant au sommet d'une chaîne de montagnes et accompagné d'un drapeau canadien.

La visite de M. Trudeau à Mar-a-Lago n'avait pas été annoncée publiquement. Elle a fait suite aux menaces du président désigné américain d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur toutes les importations canadiennes.

La blague aurait été dite après que M. Trudeau se fut inquiété de l'état de l'économie canadienne si le tarif était mis en place. Une personne à la table aurait ensuite lancé que le Canada serait « un État très libéral », avant que M. Trump propose que le pays de l'unifolié soit divisé en deux États : un libéral et un conservateur.

M. Trump a aussi suggéré le titre de gouverneur à M. Trudeau, même si l'Américain a reconnu que le poste de premier ministre est « meilleur ».

Selon Fox News, M. Trudeau aurait « ri nerveusement » en réponse à ces blagues, qui ont amusé le reste de la table.

« Rencontre productive »

« J'ai eu une rencontre très productive avec le premier ministre canadien, Justin Trudeau, lors de laquelle nous avons parlé de différents sujets qui vont nécessiter la collaboration de nos deux pays pour être réglés, comme la crise du fentanyl », a publié M. Trump sur Truth Social après la rencontre.

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, s'est réjoui que « la relation ait été cordiale, chaleureuse et qu'on ait pu conter des blagues lors de ce souper de trois heures ».



Justin Trudeau après sa rencontre avec le président désigné, Donald Trump Chandan Khanna, AFP

Un pas vers l'avenir pour les Métis du Manitoba

TOMY TANGUAY

L'Atelier

Le gouvernement fédéral canadien et la Fédération des Métis du Manitoba (FMM) ont signé un traité historique samedi à Winnipeg. Cette entente, la première en 154 ans, ouvre la porte à une nouvelle ère d'autodétermination pour la nation de la Rivière Rouge.

Le traité reconnaît l'autonomie gouvernementale de la communauté des Métis de la Rivière Rouge, qui compte parmi ses rangs environ 42 500 membres. « Ça a le potentiel de changer énormément de choses, parce que là, ça crée un cadre légal. Ça va changer plein de choses pour les Métis, mais il y a aussi des incertitudes », mentionne Robert-Falcon Ouellette, ancien député fédéral et membre de la nation crie Red Pheasant en Saskatchewan.

Une question d'identité

Un des avantages majeurs de la signature de ce traité est, selon M. Ouellette, la reconnaissance des Métis comme un peuple des Premières Nations canadiennes. Même si leur statut était déjà reconnu, le fait d'être Métis les empêchait d'avoir les mêmes droits que d'autres peuples autochtones du pays. Ce traité permet d'affirmer leur existence comme un groupe reconnu et établi avec sa propre culture.

« Les Métis étaient vus comme un peuple entre les Premières Nations et les Canadiens en général. Ils avaient un statut très nébuleux. Il y avait des promesses qui étaient faites envers les Métis qui n'étaient pas remplies au début des confédérations », souligne M. Ouellette.

Concrètement, le traité permet au peuple métis du Manitoba de faire appliquer des lois qui prévalent sur celles du fédéral et du provincial. « Ça crée un système de gouvernement avec des juridictions, avec la citoyenneté de membre des Métis, la langue, la culture, les services pour les en-



La Fédération des Métis du Manitoba compte plus de 42 500 Métis de la Rivière Rouge. Tiziana Fabi, AFP

fants et les familles, l'éducation, explique-t-il. Et ça peut aussi inclure l'administration de la justice et assurer que les lois métisses sont respectées. »

L'ancien député soulève cependant quelques questionnements sur la reconnaissance du statut de Métis, ainsi que la séparation du territoire. « Si vous avez une connexion historique, ça veut dire qu'il y a des Métis qui vivent en Alberta qui peuvent être sous la juridiction du gouvernement des Métis de la Rivière Rouge [...] Les populations autochtones réclament des territoires et, si les Métis disent "ça, c'est notre territoire", ça amène des questions, affirme-t-il. Les Métis sont un peu partout, mais, traditionnellement, est-ce qu'ils possédaient un territoire ou est-ce qu'ils ont déménagé là-bas après? »

Plusieurs grands changements devraient avoir lieu dans les années à venir maintenant que la FMM possède le pouvoir de chan-

ger les choses, tant au niveau culturel qu'au niveau de la reconnaissance du statut de Métis. « La FMM devra établir qui est Métis en utilisant des critères qu'elle a déjà depuis longtemps. Ensuite,

« Ça va changer plein de choses pour les Métis, mais il y a aussi des incertitudes »
– Robert-F. Ouellette

ils vont commencer à promouvoir plus de culture, et ce débat est déjà entamé dans l'organisation et par les citoyens. Certaines personnes prônent d'inclure plus d'éléments des Premières Nations dans leur cérémonie, d'autres veulent retourner à une façon plus traditionnelle, catholique, d'être un Métis », explique Robert-Falcon Ouellette.

Une autre grande victoire pour la communauté est la récupération

des pouvoirs dans le domaine de la protection de l'enfance. « Avec ce traité, ils peuvent aller de l'avant et faire passer des lois pour ensuite entamer un processus pour soustraire leurs enfants à l'assistance provinciale ou fédérale », mentionne M. Ouellette.

Les échos du traité

Du côté du Québec, le président de la Nation Métis du Québec, François Drouin, s'est entretenu avec L'Atelier pour faire part des effets que ce traité pourrait avoir sur le reste des Nations de Métis du Canada : « Nous autres, ça nous donne un coup de main [...] C'est un pas dans la bonne direction, pour tous les Métis du Canada. »

La dernière fois qu'un traité du genre a été signé au Manitoba, le célèbre Louis Riel était le chef des Métis de la Rivière Rouge. Ainsi, 154 ans plus tard, la communauté espère que ce traité permettra au peuple métis de s'épanouir pleinement.

L'APN exige une enquête sur le racisme systémique

TOMY TANGUAY

L'Atelier

L'Assemblée des Premières Nations (APN) se réunit à Ottawa pour une assemblée extraordinaire des chefs du 3 au 5 décembre. Elle a demandé mardi une enquête nationale sur le racisme systémique qui sévirait dans les différents services de police.

Les derniers mois ont été particulièrement difficiles pour les communautés autochtones partout au Canada.

Espaces autochtones de Ra-

dio-Canada recensait 11 interventions policières ayant causé la mort d'une personne autochtone, dont 9 entre le 29 août et le 24 septembre. Le chef de la Première nation de St. Mary's du Nouveau-Brunswick, Allan Polchies, a déposé une résolution d'urgence qui réclame une enquête dans différentes instances policières. La résolution a été acceptée unanimement par les autres chefs mardi, lors de l'ouverture de l'assemblée de trois jours. Sa résolution souligne aussi le décès de 25 membres des Premières Nations entre 2017

et 2020 à la suite d'interventions de différents corps policiers.

Un problème déjà bien connu

L'enquête devra inclure des investigations sur les décès de membres des Premières Nations en lien avec la police et d'autres incidents graves.

Plus tôt cet automne, un débat d'urgence avait été lancé au Parlement fédéral par la députée du Nunavut, Lori Idlout, face aux nombreux décès autochtones aux mains des policiers durant l'été.

Quelques années plus tôt, en juin 2021, un comité parlementaire s'était penché sur la question du racisme systémique dans les services policiers canadiens et avait formulé 42 recommandations, dont celle de retirer la GRC des communautés autochtones du pays.

Les chefs continueront de débattre de plusieurs enjeux, comme la réforme du système de protection de l'enfance des Premières Nations et la réconciliation économique jusqu'à la fin de l'assemblée extraordinaire le 5 décembre.

Bris du cessez-le-feu au Liban

Malgré le cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, entré en vigueur le 27 novembre, un homme a été tué mardi lors d'une frappe israélienne sur un village au sud du Liban, a rapporté l'AFP. Onze personnes avaient été tuées lundi au Liban, lors de frappes aériennes menées par Israël. Le Hezbollah a lui aussi revendiqué des attaques dans des territoires contestés. « Si nous repartons en guerre, nous agissons avec plus de force encore », a affirmé le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant. La trêve prévoit le retrait de l'armée israélienne dans un délai de 60 jours, et seule la présence de l'armée libanaise et des Casques bleus sera tolérée au sud du pays. *Laurianne Nunez-Pelletier*

Corée du Sud: le président menacé de destitution

Mardi, le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a imposé la loi martiale pour une première fois depuis plus de 40 ans. Cette loi implique la suspension de la vie politique, la fermeture du parlement et la prise de contrôle des médias. Cette annonce a généré inquiétude et désapprobation dans le monde, notamment des États-Unis, le principal allié de Séoul face à la Corée du Nord, mais aussi de la Chine. En Corée du Sud, le principal parti d'opposition (Parti Démocrate), a exigé la démission de M. Yoon et a menacé d'engager une procédure en destitution contre lui s'il ne la remettait pas "immédiatement". *AFP*



Le pardon présidentiel de trop

Biden contredit son engagement et accorde une grâce « pleine et inconditionnelle » à son fils Hunter, condamné pour fraude fiscale et détention d'arme illégale. Ces condamnations pouvaient lui valoir plusieurs années de prison. Une décision que Biden qualifie de « sélective et injuste ». Les dossiers ont pourtant été instruits par un procureur, David Weiss, dont le statut garantissait l'autonomie. *Niki Lasserre*



Michel Barnier, premier ministre français, défend la politique d'Emmanuel Macron. *Licence Creative Commons*

49.3 et motion de censure, le gouvernement Barnier au bord du gouffre

NIKI LASSERRE
L'Atelier

Fin de règne pour le gouvernement de français de Michel Barnier. Le Nouveau Front populaire (NFP) et le Rassemblement National (RN) vont voter ensemble la motion de censure mercredi 4 décembre, en opposition à l'article 49.3 adoptant le budget de la Sécurité sociale.

Le 3^e alinéa de l'article 49 de la Constitution permet d'adopter un texte de loi sans l'approbation de l'Assemblée nationale. Le texte est automatiquement adopté, sauf si les députés déclenchent la fameuse motion de censure. Ils peuvent rejeter le projet de loi et destituer le gouvernement s'ils obtiennent la majorité absolue (289 députés).

Le RN s'engage à suivre le NFP dans sa décision, bien que tous deux aient déposé une motion de censure. Marine Le Pen a déclaré à la presse en sortant de l'Assemblée nationale : « Nous déposons une motion de censure, et nous voterons la censure du gouvernement. » Michel Barnier avait pourtant négocié avec l'extrême droite. Dans un communiqué publié par Matignon lundi dernier, le premier ministre s'était entretenu avec la cheffe de file du RN par téléphone et avait cédé à l'une de ses demandes : « Le gouvernement s'engage à ce qu'il n'y ait pas de dé-



Il faut le vote de 289 des 577 députés pour obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. *Licence Creative Commons*

remboursement des médicaments en application du [budget]. »

Que se passe-t-il si le gouvernement tombe ?

Il sera soumis aux mêmes problèmes, à commencer par le risque d'être renversé continuellement par une motion de censure. Le président Emmanuel Macron ne peut pas dissoudre l'Assemblée nationale, car il doit attendre le mois de juillet prochain pour retrouver un pouvoir de dissolution.

L'incertitude et l'instabilité seront donc les principales caractéristiques de la période politique qui commence. Concernant le budget de 2025, le gouvernement

a insisté sur un fait. « La censure rendra tout plus difficile et plus grave », a prévenu Michel Barnier face aux députés.

Pourtant, le président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, Dominique Li-bault, affirme que « si la France se retrouvait sans [budget] en début d'année prochaine, l'État-providence ne s'immobiliserait pas pour autant sur-le-champ ». « Les prestations sociales seraient versées et les cotisations continueraient d'être collectées », a-t-il assuré au média *Le Monde*.

Du côté de La France Insoumise, la présidente du parti, Mathilde Panot, confirme que cette motion

de censure n'est que le début d'une destitution visant l'actuel chef d'État, Emmanuel Macron : « Je le dis, pour que notre pays sorte de ce chaos politique dans lequel Emmanuel Macron a plongé le pays, il ne restera plus au président qu'à partir », a-t-elle déclaré en sortant de l'Assemblée nationale après le dépôt de la motion.

Mercredi, tous les regards se tourneront alors vers l'Élysée. Emmanuel Macron ne pourra pas attendre des mois pour désigner un nouveau premier ministre.

En théorie, il peut renommer Michel Barnier à Matignon, mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le premier ministre actuel s'exposera à une nouvelle motion de censure.

Que fera Macron ?

Lors d'une entrevue exclusive pour TF1 et France 2, Michel Barnier a affirmé que son successeur devait être de sa famille politique : « Il faut avoir le socle le plus important pour se soutenir, c'est pour ça que j'ai été nommé, ma famille politique est le socle le plus important. »

Emmanuel Macron décidera-t-il d'offrir Matignon à l'extrême droite dans un dernier acte de provocation ? La dissolution de l'Assemblée nationale au lendemain des élections européennes rappelle aux Français que tout est possible.

L'escalade militaire dans le nord de la Syrie se poursuit vers Hama

LAURIANNE NUNEZ-PELLETIER
L'Atelier

Les djihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et leurs alliés étaient « aux portes » de la quatrième ville du pays, Hama, mardi soir, après avoir mené une offensive fulgurante dans le nord de la Syrie. L'armée syrienne, aidée des forces aériennes russes, tentait de freiner l'avancée des rebelles vers la capitale, Damas.

« Nous progresserons vers Hama après avoir nettoyé les localités qui y mènent », a affirmé mardi à l'Agence France-Presse (AFP) un combattant rebelle s'identifiant comme Abou al-Hadwa al-Sourani.

Lancée mercredi par HTS et leurs groupes alliés, l'offensive éclair au nord de la Syrie a mené à la prise totale de la capitale économique du pays, Alep, et ce, en seulement trois jours. Les forces rebelles ont par la suite continué leur avancée vers le sud.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau d'informateurs dans le pays, a fait état mardi de 602 morts, dont 104 civils, dans les combats cette semaine.

« La ville [de Hama] a été touchée par une importante vague de déplacements en raison des combats, certaines familles se dirigent vers le sud de la province », soulignait mardi l'OSDH, précisant que les rebelles étaient désormais « aux portes » de cette cité située à mi-chemin entre Alep et Damas. Selon l'agence de presse officielle Sana, l'armée syrienne a envoyé des renforts en périphérie de Hama afin de « soutenir les forces sur les lignes de front. »

Ces affrontements viennent raviver les tensions entre les rebelles et les « loyalistes » du régime Assad, continuation d'une guerre civile meurtrière déclenchée en 2011. Mais

les violences avaient généralement perdu en intensité depuis quelques années, après que le gouvernement syrien ait repris possession d'une grande partie du pays grâce à l'aide militaire précieuse de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais.

« Le calcul turc »

Cette avancée soudaine des djihadistes intervient dans un contexte régional déjà en pleine ébullition avec la guerre dans la bande de Gaza et les affrontements récents entre Israël et le Hezbollah libanais, un allié de l'Iran et du régime syrien dont les capacités militaires ont été en partie amputées. « Le gouvernement turc qui soutient les forces rebelles en Syrie a saisi ce moment de faiblesse de



Le groupe djihadiste HTS ou l'Organisation de libération du Levant en français est une ancienne branche du mouvement Al-Qaïda. Mohammed Al-Rifai, AFP

l'Iran afin de mettre en place son coup et permettre cet assaut spectaculaire contre le régime Assad », avance Sami Aoun, le directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la chaire de recherche Raoul-Dandurand.

Avec la Russie engagée dans son invasion en Ukraine, cela fait deux alliés clés de Damas qui se retrouvent « affaiblis ». Selon M. Aoun, la Turquie désire contraindre le régime Assad de retourner à la table des négociations, afin de permettre à ses opposants islamistes de participer au pouvoir.

Ce spécialiste mentionne que « le calcul turc » aurait aussi été élaboré dans le but de créer un

corridor de sécurité sur les frontières communes avec la Syrie afin d'y chasser les Kurdes et de conso-

« Les développements récents montrent une fois de plus que Damas doit parvenir à un compromis »
- Hakan Fidan

lider son influence sur un territoire syrien stabilisé par ses alliés, qu'ils soient islamistes ou membres de l'armée nationale dissidente de celle de Bashar Al-Assad.

Dès les premières heures de l'assaut sur Alep, « on voit que les deux quartiers kurdes de la ville ont été invités à se déplacer ailleurs sur le territoire kurde dans l'est de la Syrie. » Les forces djihadistes auraient aussi pris aux forces kurdes la ville stratégique de Tall Rifaat, situé près de la frontière avec la Turquie.

Le gouvernement turc a réfuté lundi toute accusation d'ingérence dans l'offensive lancée par le HTS et ses alliés. « Les développements récents montrent une fois de plus que Damas doit parvenir à un compromis avec son propre peuple et l'opposition légitime », soutient le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan.

Géorgie, tirillée entre deux mondes

NIKI LASSERRE
L'Atelier

C'est le 6^e soir de mobilisation pour les manifestants géorgiens. Des milliers de personnes se sont réunies pour dénoncer la décision du gouvernement de suspendre les négociations visant à intégrer le pays dans l'Union européenne.

C'est un virage anti-Europe et pro-russe pour la Géorgie. Ce pays du Caucase aux portes de la Russie raconte une tension entre deux mondes : deux systèmes politiques et une menace existentielle. La Géorgie tanguie entre demeurer dans le camp des démocraties européennes ou être aspirée par le système de Poutine.

Dans la capitale, Tbilissi, le parlement est devenu le point d'orgue des manifestations, car il incarne le pouvoir législatif contesté depuis le scrutin du 26 octobre remporté par le parti pro-russe, Rêve géorgien, avec 54% des voix contre 38% pour une coalition de formations d'opposition.

Au pouvoir depuis 2012, Rêve géorgien ne cache pas depuis 2022 sa proximité avec la Russie. Or le parti pro-Poutine est accusé d'avoir manipulé le scrutin en s'octroyant une vingtaine de points de pourcentage de plus que son score réel pour s'accrocher au pouvoir.

Le parti est déjà à l'origine d'une loi bloquant l'influence étrangère et inspirée directement de Moscou pour faire taire les voix discordantes.

Le premier ministre sortant Irakli Kobakhidze, un politique pro-russe et membre important du parti Rêve géorgien, a accusé les manifestants d'être soutenus par des puissances étrangères afin de déstabiliser son pays.

« Ces manifestations sont financées par l'étranger et je vous assure qu'il n'y aura pas de révolution en Géorgie », a-t-il affirmé mardi lors d'une conférence de presse.

Pouvoir à deux têtes

Tbilissi est le symbole d'un pays et d'un pouvoir à deux têtes, car la présidente pro-européenne, Salomé Zourabichvili, siège non loin du parlement et soutient les manifestants. Elle tente, coûte que coûte, de maintenir le cap européen de la Géorgie.

Et elle affirmait, lundi matin, sur l'antenne de France Inter : « C'est toute la mer Noire qui est prise en otage par la Russie, et l'Europe ne peut pas regarder ailleurs et faire comme si rien ne s'était passé. »

Malgré une présence russe au sein de son territoire, dans les régions de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, la Géorgie s'ouvre vers le reste du monde, et ce, depuis plusieurs années.

Le pays fait partie du Conseil de l'Europe depuis 1999, et 25 % de ses importations proviennent de l'Union européenne, contre 11 % seulement pour la Russie.

Amazon lance ses propres IA

Amazon Web Services, filiale d'informatique à distance du géant technologique, a présenté mardi ses propres modèles d'IA générative, se positionnant ainsi comme un concurrent aux grands noms du secteur. L'interface, qui a été présentée lors de la conférence AWS re:Invent organisée à Las Vegas, a été baptisée Amazon Nova et se décline en six versions, qui vont de la génération de texte à partir d'une requête écrite, à la création d'images et de vidéos. Amazon a investi massivement dans l'intelligence artificielle, notamment pour permettre à ses clients d'optimiser la gestion et le traitement des données ou de développer leurs propres modèles d'IA générative. AFP

« Non à l'adoption du décret, oui à l'intelligence des lieux »

Dans une lettre ouverte publiée dans *Le Devoir* mardi, sept figures québécoises ont contesté la cession d'un terrain appartenant à la Grande Bibliothèque à Hydro-Québec, qui compte y ériger un édifice industriel destiné à abriter un poste de 315 000 volts. Les signataires avancent que le projet nuirait au Quartier latin et « bloquerait la croissance de BANQ. » Le vice-président aux affaires publiques d'Hydro-Québec, Graham Fox, se dit étonné des déclarations dans la lettre ouverte, qu'il juge « fatalistes et catégoriques ». LNP



Investissement Québec offre 35 millions pour Sheertex

L'entreprise Sheertex, qui fabrique des collants ultrarésistants, recevra 35 millions de dollars de la part d'Investissement Québec, qui répond présent à sa campagne de financement. Katherine Homut, fondatrice de l'organisme, affirme que cela permettra à SRTX, la société de Sheertex, d'accroître ses effectifs ainsi que sa production. LL



Lion Électrique a mis à pied 100 employés en février, 120 en avril, 300 en juillet et 400 en décembre. Lion Électrique

Lion Électrique ne rugit plus

MAREK CAUCHY-VAILLANCOURT
L'Atelier

Il est minuit moins une pour « le fleuron québécois du transport électrique [Lion Électrique] et Ottawa doit intervenir », a déclaré mardi à la période des questions Rhéal Éloi Fortin, député fédéral de Rivière-du-Nord, où près de 80 travailleurs de l'usine de Lion Électrique de Saint-Jérôme ont récemment été mis à pied.

« Le fonds pour le transport en commun à zéro émission (FTCZE) n'a jamais été livré à la hauteur de ses promesses », dit M. Fortin, alors que l'entreprise a annoncé, dimanche dernier, un sursis jusqu'au 16 décembre pour rembourser ses créanciers.

Ce fonds fédéral « soutient les plans d'électrification des exploitants d'autobus de transport en commun et d'autobus scolaires », selon le site Internet du ministère du Logement, Infrastructures et Collectivités Canada, qui a décliné la demande d'entrevue de *L'Atelier*.

« Le programme devait financer jusqu'à 50% du coût d'achat des véhicules électriques », selon M. Fortin, mais le fédéral a réduit son financement initial. « On a rencontré le ministre Rodriguez à l'hiver dernier, mais ça n'a rien changé. [...] On se fait répéter qu'ils vont arranger la situation depuis des mois », dit-il.

« On se retrouve avec une offre de financement de 25% à 30% du coût d'achat alors qu'au début c'était 50% », déplore le député jé-



Pour le député Rhéal Éloi Fortin, « le problème vient de l'application du FTCZE ». Creative Common Wikipédia

romien.

Le représentant de l'Association Internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatial (AIMTA) Éric Rancourt abonde dans le même sens : « Il devait y avoir 500 véhicules par année destinés à Lion, mais ils n'ont jamais été au rendez-vous. [Les demandes] étaient gelées dans l'appareil gouvernemental. »

De coûteuses modifications

Le professeur titulaire de HEC Montréal en stratégie Louis Hébert reconnaît que le FTCZE a été « lent à réagir ».

« Mais ce que ça soulève comme question, c'est la fragilité du modèle d'affaires de Lion Électrique », dit-il.

« Les autobus électriques étaient facilement le double du prix d'un

autobus ordinaire », l'entreprise était donc « dépendante » des subventions pour vendre ses camions, selon le professeur.

« Le gros problème de Lion Électrique, c'est son incapacité de répondre à la demande d'une manière rentable », estime Louis Hébert. « Lion a dépensé 150 millions pour une usine aux États-Unis qui ne vend pas », explique-t-il.

Pour le professeur de HEC Montréal, les fréquentes modifications au « design » du véhicule électrique lourd entraînaient de coûteux changements dans les pièces utilisées et leur assemblage.

« C'est comme essayer d'atteindre une cible en mouvement : ce n'est pas facile, et surtout, ça coûte très cher », illustre-t-il.

« C'est le même problème avec Northvolt. Le design des produits n'est pas finalisé. Pendant

ce temps-là, on dépense beaucoup d'argent juste pour résoudre des problèmes », explique Louis Hébert.

Pour le professeur, « il y a une demande [pour les véhicules électriques], mais elle n'est peut-être pas à la hauteur de ce qu'on espérait. [...] La question c'est de savoir quand et à quel rythme l'électrification aura lieu. »

L'avenir de l'entreprise

Lion Électrique a un sursis jusqu'au 16 décembre avant de devoir rendre des comptes à ses créanciers, parmi lesquels se trouvent notamment la Caisse de dépôt et placement du Québec, gestionnaire public des fonds de pension québécois. L'action de l'entreprise clôturait mardi à 50 cents, en hausse de 22% à la bourse de Toronto.

Selon Éric Rancourt, « les gouvernements sont prêts à mettre de l'argent, mais ils veulent le faire avec le privé ». « On tend la main à tous ces gens-là pour trouver des solutions », déclare-t-il.

En cas de faillite de l'entreprise, le gouvernement provincial pourrait perdre jusqu'à 128 millions de dollars investis et le fédéral environ 30 millions de dollars.

Le député Fortin conclut l'entrevue sur ces mots : « Les industries de pointe s'en vont vers l'électrification des transports, ce serait vraiment une vision à court terme de s'en désintéresser. »

Reste à savoir si les acteurs privés et publics décideront de débrancher ou non Lion Électrique.

Forte demande pour le roi des forêts

CAMÉLIA BOUSSAID
L'Atelier

La demande pour des arbres de Noël augmente sans cesse depuis la pandémie et les producteurs n'arrivent pas à y répondre.

Selon Luigi Bono, copropriétaire des Sapins chez Michel au Marché Jean-Talon, la pandémie de COVID-19 aurait eu un rôle à jouer. « La demande qui a été augmentée pendant la COVID probablement en raison du fait que les gens ne pouvaient pas voyager, ça a peut-être créé une habitude dans la tête des gens », explique-t-il à L'Atelier.

Ses ventes ont augmenté d'environ 30 % en cinq ans, mais « on ne fait pas plus d'argent sur le sapin », affirme M. Bono. En effet, l'inflation n'a pas épargné ce marché. « On a monté un peu nos prix pour, au moins, absorber nos coûts de production. »

Avec l'augmentation de la demande, l'offre est plus restreinte, puisque la quantité d'arbres prêts à être vendus est insuffisante. « Il y a eu tellement de demandes pendant la COVID qu'on a coupé des arbres partout aux États-Unis et au Canada qui étaient dus à des années ultérieures. C'est-à-dire qu'on les a coupés plus jeunes pour les vendre tout de suite parce qu'on ne suffisait pas à la demande en termes d'offre. »

Le propriétaire de la Sapinière Downey et membre de l'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec, Larry Downey, croit tout de même que « la demande va s'équilibrer avec l'inventaire général d'arbres plantés parce que les producteurs présents aujourd'hui plantent plus d'arbres. Un jour, l'inventaire disponible va rattraper la demande ».

Le tout s'inscrit dans un contexte où le marché québécois fait face à moins de concurrence qu'avant. « Il y a 20 ans, il y avait environ 440 producteurs d'arbres de Noël au Québec seulement. Puis, aujourd'hui, on est rendus juste 68 dans l'Association », constate M.



En 2023, 1130 sapins québécois ont été exportés, pour un revenu de 60,3 millions de dollars, dont 97 % vers les États-Unis, selon les données du gouvernement du Québec. Élyse Tessier-Deslauriers, L'Atelier

Downey.

Pression américaine

Les producteurs arrivent tout de même à combler l'offre à l'échelle du pays. Selon M. Bono, « l'offre canadienne provient à 100 % du Canada. L'offre québécoise de sapins provient 100 % du Québec. Et en ce moment, l'offre américaine de sapins provient probablement en grande majorité du Québec ».

La demande américaine pour des sapins de Noël pèse aussi dans la balance. En 2023, 1130 sapins québécois ont été exportés, pour un revenu de 60,3 millions de dollars, dont 97 % vers les États-Unis, selon les données du gouvernement du Québec. Si ce nombre semble minime par rapport aux 2,8 millions de sapins produits dans la province, il est parvient tout de même à précariser les petits marchands de sapins locaux. Selon eux, il est plus avantageux pour les fournisseurs de sa-

pins de les vendre aux États-Unis. « Premièrement, il y a le taux de change qui est intéressant parce qu'on vend notre produit en dollars américains. On reçoit 30 % de

« On a monté nos prix pour absorber nos coûts de production. »
– Luigi Bono

plus donc c'est un marché très attirant », explique Larry Downey.

Pour se procurer leurs sapins auprès des fournisseurs, les marchands québécois doivent souvent acheter d'avance et rembourser leur dette après coup. « Il y a tellement de demande américaine que si tu veux acheter et que tu es au Québec, ils vont te le vendre, mais il faut que tu payes d'avance.

Donc tu prends une grosse dette dès le début, puis là, tu ne sais pas comment la demande va réagir. » Une manœuvre risquée puisqu'ils doivent commander une grande quantité de sapins sans savoir, en amont, s'ils vont être en mesure de vendre leur stock.

La menace de Trump d'imposer des tarifs douaniers n'ébranle pas M. Downey pour l'instant. « Ce n'est pas un stress, ce n'est pas une angoisse, c'est surtout une incertitude pour le futur. M. Trump, c'est sa manière de négocier pour avoir d'autres choses. »

Si cette mesure devait entrer en vigueur, M. Bono croit qu'elle pénaliserait davantage les Américains. « Le 25 % risque de baisser le prix des sapins pour nous, Québécois, et de l'augmenter pour les Américains parce qu'on va peut-être exporter moins. Il va y avoir plus d'offre de sapins disponibles pour les Québécois, donc ils vont coûter moins cher. »

Gros score pour le Black Friday

AFP

Quelque 126 millions d'Américains se sont rendus physiquement dans un commerce pour acheter lors des cinq jours de promotions du « Black Friday », un chiffre en hausse de 3,8 % par rapport à l'an dernier.

Ils ont aussi été plus nombreux qu'en 2019 (124 millions), soit la dernière année avant la pandémie de coronavirus, selon les chiffres publiés mardi par la Fédération nationale du commerce de détail (NRF), qui prend en compte la période comprise entre la fête de Thanksgiving (28 novembre) et « Cyber Monday », l'équivalent du « Black Friday » sur internet.

Légère baisse

C'est le signe d'un retour de l'appétit pour le shopping en personne après les années Covid, a estimé le président de la NRF, Matthew Shay, lors d'un point de presse téléphonique.

Comme chaque année, la journée de « Black Friday » avait lieu le lendemain de la fête de Thanksgiving, jour férié aux États-Unis.

A l'inverse, les 124,3 millions de résidents américains ayant réalisé un achat en ligne durant les cinq jours pris en compte ont été moins nombreux qu'en 2023 (-7,4%).

Au total, 197 millions de personnes ont ouvert leur portefeuille.

Ce chiffre est légèrement inférieur aux 200,4 millions de l'an dernier, qui constituaient un record, mais il s'agit du second total le plus élevé.

Cette année, les consommateurs se montrent « plus réfléchis » dans leurs achats, échaudés par la flambée d'inflation des dernières années, a expliqué Matthew Shay.

Pour autant, leur pouvoir d'achat se redresse avec le ralentissement récent des prix et des revalorisations salariales, a ajouté le responsable, pour qui « les consommateurs sont globalement dans de bonnes dispositions ».

Au Canada, les grands détaillants, notamment dans le secteur de l'électronique, ont rivalisé d'ingéniosité pour créer un engouement comme chez l'Oncle Sam.



ROBERTO SCHMIDT, AFP

N'envoyez pas vos dons par la poste

ALEXYSIMPSON
L'Atelier

La grève des employés de Postes Canada occasionne une baisse importante des dons destinés aux organismes de bienfaisance. En ce Mardi je donne et en pleine période des Fêtes, les organismes à but non lucratif (OBNL) ont de la difficulté à trouver des fonds.

Mardi je donne est un événement mondial pour la générosité. Pour les OBNL, c'est un moment idéal pour solliciter des dons. Toutefois, les dons qui sont envoyés par la poste ne se rendent pas aux organismes.

La Société canadienne du can-

cer révélait lundi que ses dons envoyés par la poste avaient diminué de 60 % cette année. Pour la Société, c'est une perte de 2 millions de dollars, comparativement à ce qui était attendu.

Les statistiques de l'Association des professionnels de philanthropie (APP) montrent que 30 % à 40 % des revenus des OBNL par publipostage se font en novembre et en décembre. Les deux derniers mois de l'année sont les plus profitables pour eux. La directrice de la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants et membre du conseil de l'administration de l'APP, Karine Mayers, confirme que « novembre-décembre, c'est

« la » période de générosité ».

Les organismes de bienfaisance qui envoient souvent des brochures pour solliciter des dons par Postes Canada pendant le temps des Fêtes ne sont pas en mesure de le faire actuellement. Plusieurs dons se font avec des chèques qui sont renvoyés dans la poste. Même si la population est au courant de la grève, il peut être difficile de faire un don autrement, en ligne, par exemple.

Troisième semaine de grève

Depuis le 15 novembre, les communications par la poste sont à l'arrêt. Les lettres, les publicités,

les dons ou même les passeports ne sont pas envoyés. Les seules exceptions sont des chèques gouvernementaux.

Ce sont 55 000 membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) qui sont en débrayage.

Une cadre de négociation a été proposé au STTP dimanche dernier, mais elle a été refusée par le syndicat. Ce dernier a affirmé être « loin d'une entente que les membres peuvent ratifier », mais il a noté des progrès sur certains points en négociation.

Les négociations portent notamment sur les heures de travail la fin de semaine.



Le Festival de poésie de Montréal a célébré son 25^e anniversaire cette année. *Élyse Tessier-Deslauriers, L'Atelier*

Un marché de Noël féerique

ERIC JR KEINIGER

L'Atelier

L'odeur du feu de bois émanant des foyers extérieurs, les décorations illuminant le visage des enfants émerveillés, les chansons classiques de Noël et, récemment, le timide couvert de neige : l'esprit de Noël est bel et bien installé au Grand marché de Noël de Montréal.

Parmi les exposants les plus populaires, le Chalet Savoyard propose des spécialités originaires de Haute-Savoie, comme la raclette ou la tartiflette. « Les gens sont curieux, ils nous demandent d'où viennent les fromages et veulent découvrir nos spécialités », raconte Alice, saisonnière au kiosque du Chalet.

Les produits du terroir québécois sont également représentés. La marque Nature Artisan propose une vaste gamme de sirops d'érable aromatisés aux épices de Noël ainsi que des tisanes. Ces produits sont faits maison, et les matières premières proviennent du Québec : « C'est la première fois que je travaille ici et j'adore l'énergie, les gens sont heureux et il y a toujours de la musique, la température se refroidit, mais les gens sont chaleureux », explique Mirza, exposant pour l'entreprise.

Certains touristes sont venus de loin pour se mettre dans l'ambiance des fêtes. C'est le cas d'Enrique, venu de Miami avec sa femme et ses enfants : « On profite de l'ambiance ainsi que des basses températures et puis c'est très bien décoré, les enfants sont comblés. » Charlotte, saisonnière à l'Orangerie, affirme que, « lundi dernier [le marché], a fait le plus gros chiffre depuis des années pour le nombre de personnes sur le site ». C'est de bon augure pour les artisans qui y réalisent le gros de leur chiffre d'affaires.

Présent du 22 novembre au 30 décembre dans le Quartier des spectacles, le Grand marché de Noël de Montréal accueille 54 artisans provenant d'un peu partout au Québec.

On y trouve diverses activités qui varient tout au long de la semaine, le tout dans une ambiance chaleureuse.



Le Grand marché de Noël est un incontournable des Fêtes. *Eric Keiniger, L'Atelier*

Fêter autour d'un poème

ERIKA LAURENDEAU
ECHAVARRIA

L'Atelier

Blottis autour du feu, bière en main, leurs visages et leurs robes vertes et rouges se sont réunis mardi sur le parterre du Quartier des spectacles pour la première soirée des Récits divers - Poésie dans le parc. Une opportunité importante pour le public et les artistes de se plonger dans l'univers poétique québécois.

Le site était silencieux pour laisser la parole aux poètes. C'est dans une installation rappelant une maison d'un village du pôle Nord, courtoisie du festival Noël dans le Parc, qu'a eu lieu cette séance de lecture organisée par le Festival de poésie de Montréal (FPM).

Parmi les cabanes de bois et les décorations de Noël, se regroupaient treize poètes et près d'une dizaine de spectateurs. Les lectures prenaient place sur scène, au centre du village et le public se retrouvait quelques mètres plus loin, près du feu pour se réchauffer.

« Ça prend une foi imparable en la poésie pour être là », a déclaré le poète, Hector Ruiz, avant la lecture d'un texte issu de son recueil *Appartenir*.

Un sentiment de communauté se faisait ressentir à travers le petit nombre de personnes présentes. Les rires, les applaudissements et les mots d'encouragement résonnaient par-dessus le crépitement du feu.

« Grâce à vous, la poésie est là pour rester », a affirmé Catherine Cormier-Larose, codirectrice générale du FPM.

En début de soirée, Mme Cormier-Larose, Claudine Bertrand, Carole David et Éric Rogers ont



Un poème a été lu en hommage à Reynald Bouchard, fondateur du Festival Noël dans le parc. *Élyse Tessier-Deslauriers, L'Atelier*

rendu hommage à Lucien Francoeur, un poète et musicien québécois décédé au début du mois de novembre. « C'est un peu évoquer son souvenir, tout ce qu'il a représenté », confie à *L'Atelier* sa conjointe, Mme Bertrand.

À la suite des lectures, les artistes et le public ont eu l'opportunité de discuter. « Ce sont des mots qu'on vient livrer dans le cœur des gens. Je pense que c'est ça qui est le plus merveilleux, cet échange où l'on est près des gens », ajoute Mme Bertrand.

« Décloisonner » la poésie

Selon la coordonnatrice du FPM, Andréanne Dufour, les opportunités pour les poètes de présenter leurs œuvres sont limitées durant la période du temps des Fêtes, étant donné que la majorité des événements se concentrent sur les festivités.

« [Cette période] est toujours un moment difficile pour la culture », dévoile Mme Dufour.

Par conséquent, la littérature et

tout autre domaine connexe, ont beaucoup moins de visibilité. C'est une des raisons au cœur de sa décision de collaborer avec le Festival Noël dans le Parc cette année.

En plus d'être ouvertes au grand public, les deux soirées permettent aux intéressés d'explorer le monde poétique sans avoir à dépenser un sou. « C'est sûr que ça apporte plus de gens qui ne paieraient pas nécessairement pour découvrir de la poésie. Ça permet de mettre de l'avant des poètes qui ont peut-être moins de visibilité pour se faire connaître », ajoute Mme Dufour.

La poésie d'aujourd'hui

Pour Vanessa Courville, une écrivaine présente à la soirée, il s'agit aussi d'une occasion de « décroisonner » la poésie et de la sortir des « murs académiques », dans lesquelles elle se trouve habituellement.

« C'est une belle manière de faire le pont vers autrui », soulève Mme Courville.

Hector Ruiz, est d'avis qu'il

existe des idées préconçues à l'égard de ce genre sur la scène culturelle : « La poésie, c'est comme les petits enfants mal aimés de la famille littéraire », illustre-t-il.

Néanmoins, il remarque que le public a davantage d'ouverture aujourd'hui qu'à ses débuts en tant que poète, en 2008.

En rendant la poésie accessible au public, cela déconstruit l'idée que celle-ci est uniquement réservée à un groupe précis, soit les « élites ».

« Quand des grands frères, les grands organismes, invitent les petits frères mal aimés, la poésie, c'est sûr qu'elle est exposée à un large public. À ce moment-là, elle peut contaminer les gens », illustre l'artiste.

Malgré tout, M. Ruiz juge que la poésie au Québec d'aujourd'hui « se porte bien » et que c'est justement des événements comme Récits divers - Poésie dans le parc qui lui permettent de se faire remarquer par le public ainsi que le milieu littéraire.

Toutefois, Mme Bertrand est d'avis contraire : « [La poésie] est accessible à tous, [...] on est poète en nous », relève-t-elle.

Pour Mme Dufour, même si « on voit une place se former » pour ce genre littéraire, elle estime que les organismes tels que le FPM et les maisons d'édition ont une part de responsabilité lorsqu'il s'agit de bâtir une « plateforme » pour les artistes de la métropole.

Treize poètes différents se retrouveront, à nouveau, mercredi à 19h, dans l'ambiance de Noël, au cœur de la métropole, pour la deuxième séance de lecture de poèmes, Récits divers - Poésie dans le Parc.



La salle était presque comble, 30 minutes avant le présentation de l'avant-première de *Comme le feu*, à La Maison du Cinéma. Vincent Larue, *L'Atelier*

Entrée de feu pour le nouveau film de Philippe Lesage

VINCENT LARUE
L'Atelier

Une pluie d'applaudissements attendait le réalisateur Philippe Lesage et trois des acteurs du film *Comme le feu* après l'avant-première à La Maison du Cinéma, à Sherbrooke.

Le nouveau film du cinéaste québécois, connu entre autres pour *Les Démons*, sorti en 2015, sera disponible dans les salles de cinéma à partir de vendredi, après avoir récolté de nombreuses distinctions à l'étranger.

Ce long métrage met en scène Jeff, invité par Max, son grand ami, à passer un séjour dans un chalet éloigné de la civilisation. Celui-ci appartient à un ami de longue date, un ancien collègue de Albert Gary, le père de Max, et grand réalisateur. Les adultes ont le cœur lourd, et des blessures refont surface. Ils se disent leurs quatre vérités en plein visage. Plusieurs péripéties se déroulent dans une forêt dense, dont une histoire d'amour à sens unique entre Jeff et la sœur de Max, Aliocha.

L'inspiration du film est venue d'une discussion à une fête entre Philippe Lesage et son frère, a raconté le réalisateur dans une séance de questions-réponses après l'avant-première, lundi soir, à Sherbrooke.

Lors de cette fête, « mon frère a décrit une histoire qui s'est déroulée dans sa vie, où il a été dans un chalet avec la famille de son meilleur *chum* et le propriétaire du chalet était un grand réalisateur ».

Le titre du film *Comme le feu* peut ne rien vouloir dire pour certains spectateurs, même après

l'avoir vu. M. Lesage a fait exprès, car il voulait « un titre qui ne nécessitait aucune lecture ». Le feu peut faire allusion à deux sens : « il peut être destructeur et il a le côté sacré de la flamme et de la passion », ajoute-t-il.

Plusieurs défis de taille

Pour Aurélia Arandi-Longpré, qui incarne le personnage d'Aliocha, sa difficulté a été l'emplacement et la durée de la réalisation de cette œuvre. « Le plus difficile est d'être loin de mes proches pendant trois mois et de rester quand

« C'est un immense privilège de jouer pour lui »
– Noah Parker

même concentrée dans mon rôle », avoue-t-elle face au public.

Noah Parker, quant à lui, avait de grandes craintes par rapport à sa performance en tant que Jeff. « J'avais peur que le public ait un mauvais regard sur mon personnage [...] Il est important de comprendre que Jeff montre les émotions que nous faisons quand nous perdions la carte à l'adolescence », explique-t-il.

Une technique qui lui est propre

Philippe Lesage a un style de réalisation qui lui est propre. La caméra est dissimulée dans le décor lors de plusieurs scènes, surtout en forêt derrière des branches et des feuilles. Celle-ci permet aux spectateurs de se sentir encore plus in-

clus dans le film en leur donnant presque l'impression d'espionner la vie des personnages.

Les plans-séquences, ces longues scènes sans coupes, sont une autre caractéristique que le réalisateur québécois aime utiliser dans ses films. Les longs dialogues créent une atmosphère intimiste et de réalisme dans le long métrage. Cette œuvre contient aussi plusieurs scènes où la caméra est face au personnage sans avoir de dialogue. Celles-ci sont importantes pour les spectateurs, car elles permettent aux spectateurs de mieux vivre l'émotion et son ampleur.

Ce film a été populaire en Europe et il a remporté le Grand Prix du jury de la section génération au Festival de Berlin, l'été dernier. Le Québécois connaît un franc succès sur le Vieux Continent, surtout en France, où le journal *Le Monde* a salué le film « le plus abouti » de Philippe Lesage, qui déploie « un talent vertigineux dans la direction d'acteurs ».

L'impact Philippe Lesage

« C'est un immense apprentissage de jouer pour lui [...], on est libre d'essayer ce qu'on pense être bon pour la scène et donc improviser à quelques moments », confie Noah Parker à *L'Atelier*.

« C'est une expérience particulière parce qu'il est un homme particulier [...] Il se donne les moyens de faire les choses comme il faut », avoue l'acteur Antoine Marchand-Gagnon à *L'Atelier*. Il ajoute que M. Lesage prend le temps d'explorer toutes les options, contrairement à d'autres réalisateurs québécois qui ont le même faible budget.

Ma petite pouliche galope vers le succès

ÉLISA MARCHILDON
L'Atelier

Touchante et captivante, *Ma petite pouliche*, présentée du 3 au 21 décembre à La Licorne, a remporté le cœur du public lors de sa première représentation.

Écrite par Paco Bezerra et traduite par Stéphanie Cardi, *Ma petite pouliche* raconte le dilemme de deux parents qui doivent choisir entre défendre la différence de leur garçon ou le pousser à l'assimilation lorsque celui-ci est victime d'intimidation à cause de son sac à dos de la série d'animation *Ma petite pouliche*.

Présentée pour la première fois en 2016 à Madrid et ensuite dans une vingtaine de pays, la pièce atterrit au Québec avec comme tête d'affiche Bruno Marciel et Évelyne Rompré, qui interprètent les parents du jeune Louis.

Le metteur en scène, Louis-Karl Tremblay, décrit l'œuvre comme un « thriller social » mélangeant un commentaire fort et un rythme enlevé. « La situation évolue très vite, si c'était un roman ce serait un *page turner*. On se demande ce qui va se passer avec le jeune enfant, comment [les parents] vont réagir, ce qu'ils vont faire. »

Le récit se base sur deux histoires réelles qui ont eu lieu en 2014 en Caroline du Nord : Grayson, 9 ans, a été victime d'intimidation à l'école à cause de son sac à l'effigie de la série d'animation et Michael Morones, 11 ans, a tenté de s'enlever la vie à cause de l'intimidation qu'il subissait pour son amour de la série et est décédé à la suite des complications causées par cette tentative.

L'organisme Ensemble pour le respect de la diversité, qui fait des ateliers dans les écoles sur la discrimination, sera présent après certaines représentations pour échanger avec le public. Selon Rafaël Provost, le directeur général, c'est important « de voir deux parents se poser autant de questions. Sans qu'on ait accès à la personne concernée, voir tout le travail dans l'ombre, c'est vraiment pertinent, cette discussion à laquelle on a rarement accès ».

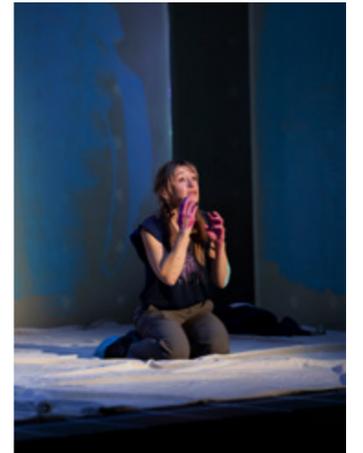
Des émotions à ras bord

Le scénariste et les acteurs réussissent leur pari, les perceptions de la situation sont drastiquement opposées. Il s'agit d'un véritable affrontement des idées entre la mère, qui souhaite la conformité, et le père, qui revendique la différence. Le public est face à un duel des mots enlevé qui semble sans solution, une impuissance que vivent bien des familles loin de l'attention médiatique, dans l'intimité de leur maison.

Bruno Marciel a décrit la pièce à *L'Atelier* comme « une comédie, qui devient un thriller, qui se transforme en drame », ce qui se sent particulièrement dans la disparition de l'humour enfantin au fil des minutes. Les rires d'abord omniprésents du public disparaissent et laissent place aux cris désespérés des acteurs entrecoupés de silences pesants.

Le duo capte l'attention, leur talent se ressent jusque dans le tremblement de leurs mains. Ils ne sont que deux sur scène, mais ils semblent dix, tant les répliques s'enchaînent. Un jeu de « ping pong » d'après l'acteur.

Le décor, véritable toile où les personnages expriment leurs émotions, se couvre peu à peu de peinture. Au départ, les murs sont de simples panneaux de plâtre, blanc d'innocence et, à la fin, ils deviennent une œuvre colorée, pas si loin de l'émission sur les pouliches qui a tout commencé.



C'est un huis clos, le public comme les parents sont sans issue. Fred Tougas

2500 tartes volées en Angleterre

MAÏTÉ PARADIS
L'Atelier

Quelque 2500 tartes volées en Angleterre ont été retrouvées mardi dernier trop endommagées pour être consommées, malgré un appel sur les réseaux sociaux du chef à « faire ce qu'il faut » et partager la nourriture avec ceux qui sont dans le besoin.

Tommy Banks, un chef britannique propriétaire de deux restaurants étoilés au Guide Michelin, a signalé, cette fin de semaine, le vol de sa camionnette.

Elle contenait des steaks et des tartes à la bière, à la dinde et à la

courge musquée.

La cargaison, évaluée à 44 000 \$CA, ne s'est jamais rendue au marché de Noël dans la ville de York où elle était destinée.

Dans une vidéo publiée sur Instagram, le cuisinier dénonce le geste des voleurs, mais les implore de ne pas gaspiller la nourriture. Dans l'esprit de Noël, il les encourage à aller porter le butin dans un centre communautaire.

La fourgonnette a été retrouvée à 50 kilomètres de l'endroit du vol, abîmée et dotée de plaques d'immatriculation volées. Les tartes et le contenu du véhicule se trouvaient dans un état irrécupérable.



Manon Brière est coordonnatrice de la Résidence du Y des femmes de Montréal. Bérénice Lemarié, *La Table des groupes de femmes de Montréal*

Embarquez avec nous! pour une mobilité durable montréalaise

MAÏTÉ PARADIS
L'Atelier

Dans le cadre de la Journée internationale des personnes en situation de handicap, la Maison du développement durable a inauguré mardi l'exposition photo *Embarquez avec nous!*. Huit femmes en situation de handicap racontent leur expérience de mobilité durable à Montréal.

Orchestrée par La Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM), la recherche-action immortalise les témoignages de femmes se prononçant sur les insécurités et les défis qu'elles rencontrent au quotidien en tant que personnes avec limitations.

« Nous ne sommes pas à mobilité réduite. C'est la ville, les services et vos attitudes qui réduisent notre mobilité », affirme Manon Brière, une « experte de vécu » présente au vernissage.

Posée devant les marches d'un restaurant auquel elle n'a pas accès, le portrait de Manon évoque la monotonie de toujours fréquenter le même restaurant lors de ses sorties familiales.

Son fauteuil motorisé l'empêche également de participer aux 5 à 7 spontanés organisés par ses collègues de travail.

Louise, une Montréalaise vivant avec des limitations physiques et des douleurs neurologiques, égayé



L'exposition photo *Embarquez avec nous!* sera présentée du 3 au 21 décembre. Saphia Weladji, *L'Atelier*

la salle par ses habits fleuris et dépareillés. En réalité, ses vêtements colorés assurent sa visibilité auprès des cyclistes.

Sa charge mentale, causée par le stress et l'anticipation d'emprunter les voies publiques, est partagée par plusieurs autres. « Je suis aveugle. Comment savoir [...] que je suis dans une rue partagée? Je pourrai le savoir seulement s'il n'y a pas de trottoir et que je sens une voiture me frôler », témoigne Célia, une Béninoise qui vit avec sa famille dans Mercier-Est. Les rues partagées sont une source d'insécurité pour 40 % des répondantes selon les recherches de la TGFM.

Insécurité

Maude est photographiée sur le bord d'un trottoir attendant de traverser la rue. Pour elle, ces quelques pas représentent un immense défi.

Sa paralysie cérébrale lui provoque des pertes d'équilibre et de dextérité manuelle et elle est souvent forcée à se débrouiller par ses propres moyens. « J'ai pris un taxi entre mes deux rencontres. C'était à 15 minutes, mais en transport adapté ça aurait pris 1 h 30 », témoigne l'étudiante résidente de Rosemont.

Outre les retards réguliers et les trajets trop longs, des femmes se plaignent d'expériences déplai-

santes qui exacerbent leur sentiment d'insécurité.

Julia, animatrice radio à CKVL, considère le transport adapté comme un « ramassis de diverses formes de handicaps et de désadaptations, sans adaptation. Je me retrouve avec une personne qui frappe, qui lance de la nourriture ou qui se masturbe et des chauffeurs qui attachent ma ceinture sans mon consentement ».

Transport (in)adapté

Face aux changements climatiques, Montréal se mobilise pour favoriser la transition écologique. Le vélo, la marche et les transports collectifs sont des moyens populaires pour réduire l'empreinte énergétique urbaine.

L'accessibilité aux modes de déplacement écologiques n'est toujours pas acquise pour les personnes en situation de handicap, même dans la métropole. Seulement 27 stations de métro sur 68 possèdent un ascenseur, selon le site de la Société de transport de Montréal.

Manon Brière déplore la décision du gouvernement de cesser le financement du Programme accessibilité, chargé de doter les stations de métro d'ascenseurs.

Les clichés sont exposés du 3 au 21 décembre à la Maison du développement durable.

PS1 : 30 ans de nostalgie

ERIC JR KEINIGER
L'Atelier

Crash Bandicoot, *Gran Turismo*, *Crash Bandicoot*, *Rayman*, *Spyro le dragon*, tous ces titres iconiques de la console de jeu PlayStation 1 évoquent certainement la nostalgie pour la majorité des joueurs, et Sony l'a bien compris. Pour ses 30 ans, la marque japonaise a réservé une surprise à ses joueurs.

Mardi matin, les utilisateurs de la PlayStation 5, console dernière génération de Sony, ont eu la surprise de découvrir au démarrage l'icône générique de sa grande sœur la PlayStation 1. Ils peuvent également changer l'interface de la console pour lui donner l'allure des consoles précédentes. Les joueurs les plus anciens ont été ravis de ce clin d'œil à leur jeunesse. Toujours en jouant sur la nostalgie, Sony propose également une édition collector limitée à 12 300 exemplaires de la PlayStation 5 pro, reprenant le coloris et le design de la PlayStation 1. Elle sera vendue pour la modique somme de 1780 \$.

Une grosse révolution

Sortie le 3 décembre 1994 au Japon, puis en septembre 1995 en Europe et en Amérique du Nord, la PlayStation 1 a été une véritable révolution pour des centaines de milliers de joueurs, notamment avec l'arrivée de la 3D, faisant d'elle la console la plus puissante du marché à l'époque.

Ken Kutaragi, souvent considéré comme le père de la PlayStation 1 a également mis en avant l'utilisation du CD-Rom, qui avait une plus grande capacité de stockage que les cartouches, et qui était plus facile à produire. M. Kutaragi avait d'ailleurs essayé de vendre son projet de CD à Nintendo, qui avait catégoriquement refusé. Sony et sa console première génération ont bouleversé le monde du jeu vidéo, changeant tout le modèle de distribution et enterrant la cartouche.

Sony initiait ainsi son bras de fer avec Sega, qui avait lancé sa console phare, la Saturn, deux semaines plus tôt. C'est finalement la PlayStation qui a remporté la bataille haut la main, devenant l'une des consoles les plus vendues de tous les temps avec plus de 100 millions d'exemplaires en dix ans.



La PlayStation fête ses 30 ans. PlayStation (via X)

Ocon écarté avant Abu Dhabi

Après 5 ans passés chez Alpine, Esteban Ocon a vu l'écurie franco-britannique mettre fin prématurément à sa collaboration avec lui. Le pilote de 28 ans ne participera donc pas au dernier Grand Prix de la saison. Par l'intermédiaire d'un communiqué, Alpine a annoncé que l'Australien Jack Doohan prendrait le volant de la monoplace à Abu Dhabi, ce qui permettra à Esteban Ocon de participer aux tests d'après saison avec l'écurie américaine Haas. De son côté, le pilote originaire de Normandie a affirmé : « Ce n'est pas ainsi que je voulais que les choses se terminent. » Il n'a pas manqué de remercier ses coéquipiers et les ingénieurs qui l'ont accompagné tout au long de sa carrière.

EK

Une recrue de la Victoire de Montréal triomphe

Si Laura Stacey et Marie-Philip Poulin ont encore une fois été des actrices importantes dans la victoire de leur équipe samedi, à la Place Bell, une jeune joueuse a réussi son baptême lors de son premier match dans l'uniforme de la Victoire de Montréal. Abigail Boreen, inconnue au bataillon, a oblitéré la Charge d'Ottawa et a gagné le cœur du public, ce samedi dernier, après avoir réussi le premier but de la victoire. La jeune Américaine a fêté cela avec ses coéquipières et semé l'hystérie sur place. L'équipe disputera son prochain match mercredi soir, de nouveau à la Place Bell, contre les Sirens de New York. *NL*



Le cycliste Remco Evenepoel blessé en entraînement

Le cycliste belge Remco Evenepoel a été hospitalisé mardi après avoir heurté la porte d'un véhicule durant son entraînement. Le double champion olympique s'est fait plusieurs fractures, en plus d'avoir des contusions aux poumons et une luxation de l'épaule, pour laquelle il est entré en salle d'opération mardi soir. *JM*

La prolongation sourit au CH

HANS JR NAJEME
L'Atelier

Les Canadiens de Montréal se sont sauvés avec la victoire en prolongation contre les Islanders, hier soir. Une victoire marquée par le retour de Patrick Laine ainsi que par une foule déchaînée.

Le Canadien a fait bien meilleure figure en début de match que lors de l'affrontement contre les Bruins de Boston dimanche. Ils ont réussi à ne pas échapper la partie dès la première période et le gardien partant, Samuel Montembeault, a fait les arrêts clés pour garder les siens dans le match. « Sam a été important pour nous quand on a baissé de rythme après notre pénalité en deuxième période », a déclaré Martin St-Louis lors du point de presse d'après-match.

Laine buteur, Lee réplique

C'est au deuxième engagement que les Canadiens de Montréal ont pris les commandes de la partie. Durant leur deuxième jeu de puissance de la rencontre, nul autre que Patrik Laine a fait scintiller la lumière rouge à l'aide d'un tir précis dans le coin supérieur gauche du filet d'Ilya Sorokin, aidé par Nick Suzuki et Lane Hutson.

L'attaquant finlandais a inscrit un premier but après presque un an d'absence. Le Centre Bell n'a pas manqué l'occasion de célébrer le brio de Laine avec tous ses coéquipiers présents sur la patinoire, lorsqu'il a reçu la première étoile de la partie.

Son entraîneur, Martin St-Louis, a remarqué une aisance chez son lui : « Il avait l'air très à l'aise et très calme avec la rondelle. Je suis content pour lui qu'il



Les Canadiens de Montréal retrouvaient leur domicile pour une série de cinq affrontements au Centre Bell. *Creative Commons*

ait marqué. »

Mais, comme trop souvent cette saison, le CH n'a pas été en mesure de conserver son avance en temps opportun. À 63 secondes de la fin de la deuxième période, les Islanders de New York se sont assuré de ne pas retraiter au vestiaire en retard d'un but.

Le capitaine des Isles, Anders Lee, a profité d'une passe de Noah Dobson, à la suite d'une sortie de zone ratée des Canadiens, pour inscrire son 11^e but de la saison. Abandonné devant la cage de Samuel Montembeault, Lee a bondi sur son retour de lancer pour déposer la rondelle derrière le gar-

dien québécois.

À l'image de la première période, la troisième a été discrète. Ni les hommes de Patrick Roy ni ceux de St-Louis n'ont réussi à s'inscrire au tableau indicateur avant la fin du temps réglementaire. Les deux équipes se sont échangé les chances de marquer, mais les gardiens sont restés intraitables.

Le capitaine joue les héros

La période de prolongation a été nécessaire, et c'est le capitaine Nick Suzuki qui a scellé l'issue du match en profitant d'un rebond chanceux. Après avoir contrôlé une bonne partie du jeu à 3 contre

3, la Sainte-Flanelle a fini par voir ses efforts récompensés.

Les hommes de St-Louis ont signé leur neuvième victoire de la saison, soit deux de plus que leur prochain visiteur, les Prédateurs de Nashville.

En attendant le prochain duel, le Bleu blanc rouge aura un œil sur les nominations des équipes pour le tournoi des quatre nations. Montembeault (Canada), Suzuki (Canada), Caufield (États-Unis), Armia (Finlande) et Laine (Finlande) sont les plus susceptibles de représenter leur pays lors de la compétition qui aura lieu du 12 au 20 février, à Montréal et à Boston.

Le Québec glisse sous le réchauffement climatique

OLIVIER LEBLANC
L'Atelier

Les sports de glisse au Québec, qui ont toujours été essentiels à la culture locale, sont de plus en plus touchés par le réchauffement climatique. La réduction du nombre de journées froides met en péril des activités comme le ski de fond et le ski alpin.

L'impact des changements climatiques est désormais visible dès le début de la saison. Stéphane Mélançon, administrateur de Ski de fond Montréal, évoque les difficultés rencontrées alors que la première course de la saison est prévue vendredi prochain : « La plupart des participants n'ont pratiquement pas eu l'occasion de skier sur neige avant la course. »

Les stations de ski alpin doivent également s'adapter aux changements climatiques. « Au fil des années, on voit qu'on a un petit peu moins de journées pour skier », constate Stéphanie Grenier, copropriétaire de la station Ski Saint-Bruno. Au centre de ski de

Bromont, Evelyne Déry, responsable des communications, est du même avis : « On voit l'impact des changements climatiques sur les sports de glisse. »

Coûteux, mais nécessaire

Pour pallier le manque de neige

« Le nombre de jours en bas de zéro diminue au cours des dernières décennies. Ça, c'est notable. » - Stéphane Mélançon

naturelle, de nombreuses stations se tournent vers la neige artificielle, une solution coûteuse, mais de plus en plus indispensable. : « À une certaine époque, on sortait les canons à neige en début de saison et, après Noël, c'était fini. Des saisons comme l'année dernière où les stations repartent les canons en plein mois de mars, c'est sûr que

c'est une grosse dépense, qui peut avoir un impact sur le coût des billets et des abonnements », souligne Stéphanie Grenier

Cependant, la production de neige artificielle reste un choix difficile pour certaines municipalités, notamment à Montréal. Stéphane Mélançon indique que la Ville de Montréal, en raison de préoccupations environnementales, ne recourt pas à la neige artificielle : « La Ville de Montréal a comme politique de ne pas faire de neige artificielle parce que c'est jugé comme étant une énergie forte et une ressource d'eau potable. » Toutefois, elle utilise de l'eau potable pour préparer les patinoires destinées au patin à glace et au hockey.

Pourtant, malgré les défis, on tente de maintenir cette tradition en vie. « La Ville de Montréal estime que 200 000 citoyens pratiquent le ski de fond à Montréal. Nous, on forme déjà environ 2000 enfants par année pour développer la pratique », conclut Stéphane Mélançon.

Tremblant annule sa Coupe du monde de ski alpin

OLIVIER LEBLANC
L'Atelier

La Coupe du monde de ski alpin prévue à Tremblant cette fin de semaine a été annulée en raison de conditions météorologiques défavorables.

Les températures récentes ont empêché la production de neige suffisante, essentielle à une tenue adéquate de la compétition. Les organisateurs, malgré un plan d'enneigement ambitieux, ont pris cette décision difficile pour garantir la sécurité des participants et du public. « Les conditions de neige ne sont pas adaptées pour des courses de Coupe du monde », a déclaré Peter Gerdol, directeur de la course.

La date de la prochaine édition est déjà fixée pour le 6 et 7 décembre 2025.

Hockey: vers un changement de mentalité?

FLAVIE GAUTHIER
L'Atelier

Scandale sexuel dans le junior, Séances d'initiation dégradantes, masculinité toxique: ces événements récents témoignent d'une idéologie de domination hétéronormative dans le hockey au Canada que certains s'efforcent de changer non sans peine.

« On peut penser à des hommes blancs, valides dans la société, relativement jeunes et hétérosexuels, qui veulent garder cette position de privilège dans l'ordre mondial. Changer ça, ça veut dire permettre à d'autres individus de remonter dans cette hiérarchie », explique la sociologue du sport à l'Université Laurentienne Barbara Ravel.

« Nous, on écope encore des générations du passé qui étaient très homophobes », affirme Mathis Paris, joueur des Griffons du Collège de l'Outaouais.

L'homophobie

« Je pense que, plus tu évolues dans ta carrière de hockey, plus tu as de chances de dire des commentaires et d'être méchant avec les autres joueurs », indique-t-il. Le joueur collégial ne connaît aucun athlète ouvertement homosexuel et n' imagine aucun de ses coéquipiers annoncer son orientation sexuelle.

Depuis Brock McGillis en 2016, peu de joueurs professionnels de hockey ont annoncé leur homosexualité, hormis Luke Prokop, un espoir des Prédateurs de Nashville devenu un ambassadeur de la cause LGBTQIA+.

« On prend tous nos douches ensemble, le monde va se dire: je ne veux pas y aller avec ce gars-là », avoue-t-il. M. Paris espère toutefois voir une amélioration dans les dix prochaines années.

Selon une étude sur l'homophobie dans le sport de l'université Monash à Melbourne, 48 % des jeunes sportifs de 15 à 21 ans ayant avoué leur homosexualité à leur



« Nous, on écope encore des générations du passé qui étaient très homophobes », affirme Mathis Paris, qui joue au hockey depuis ses 4 ans. Saphia Weladji, L'Atelier

coéquipier ont vécu des comportements homophobes.

« Le hockey n'est pas le meilleur ni le pire, vous trouverez des discours homophobes autant sur le terrain de badminton que dans une partie d'échecs », indique Kurt Weaver, chef des opérations de l'organisme *You can play*, qui favorise la diversité sexuelle dans les sports incluant le hockey.

M. Weaver évoque les pressions financières comme étant la source première des tollés entourant l'homosexualité dans les sports. « Si un athlète de la LNH fait son *coming out*, il se dira qu'il va créer des complications financières, qu'il jouera moins et que son équipe écoperait de pertes de temps avec les médias », dit M. Weaver, précisant que les membres d'une même équipe ne feront pas de commentaires si leur coéquipier est bon sur la glace.

« Je connais un joueur qui est ouvertement gai. Il l'a dit, et les

gars de son équipe l'ont bien pris, parce que, quand on est sérieux, le monde a assez de respect. On a continué à jouer comme si de rien n'était », explique Nicolas Papineau, un joueur de Junior A des Spruce Kings de Prince George, en Colombie-Britannique.

Les mesures en place

Les Canadiens de Montréal expriment leur soutien envers la communauté LGBTQIA+ en accueillant une soirée de la fierté depuis sept ans. Pour Barbara Ravel, ce n'est pas en faisant une soirée et en prenant quelques photos que

48 % des sportifs de 15 à 21 ans ayant avoué leur homosexualité ont vécu de l'homophobie

l'homophobie disparaîtra.

Hockey Canada impose une suspension de cinq parties si des commentaires discriminants sont entendus sur la glace. « Cinq parties, au collégial, ça équivaut à trois semaines où tu ne peux pas jouer de *game*, c'est mauvais pour le joueur et pour l'équipe », affirme M. Paris en mentionnant que les nouvelles sanctions éliminent beaucoup de commentaires homophobes.

« On a des professionnels qui viennent nous parler. Je pourrais en nommer au moins dix que j'ai eus depuis ma carrière dans le junior et ça fait seulement quatre ans que je joue, mais je ne sais pas s'il y a un gros changement », avoue Nicolas Papineau, qui insiste sur l'importance d'un environnement social sain.

« Notre génération, je trouve qu'on est beaucoup plus ouvert », dit-il, souhaitant un véritable changement dans les mentalités et les comportements.

Retour en force de Laine

HANS JR NAJEME
L'Atelier

Patrik Laine a célébré son retour au jeu mardi soir contre les Islanders de New York avec un but comme lui seul sait le faire. Sous les applaudissements et les cris de joie des partisans, le Finlandais a été nommé la première étoile du match.

Pour son retour, l'entraîneur-chef, Martin St-Louis, a employé l'attaquant sur le deuxième trio, aux côtés de Juraj Slafkovský et de Kirby Dach et sur la première vague du jeu de puissance. Le franc-tireur n'a eu besoin que de 27 minutes et 23 secondes pour retrouver sa touche de marqueur.

« J'ai fermé les yeux et j'ai espéré que la rondelle entrerait », a dit Laine après la rencontre.

Retour attendu

Attendue depuis le 14 décembre 2023, l'arrivée de Laine dans la formation ajoute une arme de choix à l'arsenal offensif assez modeste du Tricolore.

En un peu moins de 18 minutes de temps de glace, Patrik Laine a décoché deux tirs au but en plus d'effectuer deux mises en échec. Il s'est dit heureux de retrouver la glace devant la « meilleure » foule de la Ligue nationale.

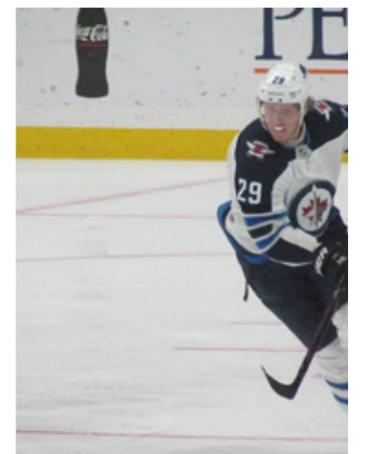
« J'ai travaillé fort pour revenir », a-t-il confié.

Désormais, le plus important dans le cas du numéro 92 du Bleu blanc rouge, outre remplir les filets adverses, c'est de rester à l'abri des blessures. En dix campagnes, Laine a dû manquer 121 parties de saison régulière pour blessures depuis son arrivée dans le circuit Bettman.

Après l'entraînement matinal de mardi, le deuxième choix au repêchage de 2016 a tenu à remercier l'organisation du Canadien et ses partisans pour leur soutien durant sa convalescence.

En entrevue d'après-match, Laine en a fait sourire plus d'un en terminant son entretien avec un « merci, Montréal ».

Patrik Laine retrouvera les Montréalais jeudi soir, à domicile, et tentera à nouveau de noircir la feuille de pointage contre les Prédateurs de Nashville.



Patrik Laine dans l'uniforme des Jets de Winnipeg, son ancienne équipe Creative Commons

Le Nadia, « Cage aux sports » au féminin

SAPHIA WELADJI
L'Atelier

Après le Sport Bra, à Portland et le Peaches Bar, à Toronto, c'est au tour de Montréal d'avoir son propre bar dédié au sport féminin, Le Nadia.

Samedi dernier, le Pub Pit Caribou s'est métamorphosé en bar sportif pour accueillir le concept. Le début de la saison de la Victoire de Montréal était la journée toute indiquée pour que les entrepreneuses Catherine D. Lapointe et Caroline Côté lancent leur projet pilote. Un pool pour la saison de la LPHL a permis de motiver les amateurs de sport féminin réunis

dans le pub.

Elles ont indiqué à Radio-Canada qu'« elles sentent que le sport féminin est en pleine effervescence ».

Cendrine Browne, de chez Égale Action, constate que les occasions de partenariats pour le sport féminin sont grandissantes. Tout cela est dû à l'accroissement du bassin d'amateurs qui contribuent à faire augmenter la valeur des équipes professionnelles féminines.

La coupe du monde féminine de la FIFA 2023 a été suivie par près de 2 milliards de personnes. Le Spectre de Toronto a joué devant 19 285 spectateurs au Scotiabank Arena le 16 février dernier.

Les matchs de la Women National Basketball Association (WNBA) seront diffusés pendant les heures de grande écoute.

Un sondage, mené par la firme canadienne Vividata, a démontré qu'environ 65 % de la population adulte démontre un intérêt pour le sport féminin.

Selon une étude de Femmes et sport au Canada, le potentiel du marché dans le sport féminin s'élève à 200 millions de dollars, au Canada.

L'effet se fait déjà sentir avec la Victoire de Montréal, qui a vendu 50 % des billets de ses parties présentées à Québec.

Le concept du Nadia est tout in-

diqué pour réussir, alors que la venue de nouvelles équipes féminines dans la métropole suscite un réel engouement.

On est loin d'une parité, mais c'est un début encourageant pour plusieurs. Davantage de matchs seront diffusés sur les chaînes sportives.

Le Nadia, qui rend hommage à la gymnaste Nadia Comaneci, sera le premier bar de ce style au Québec. Le concept se déplacera à travers les bars montréalais jusqu'à l'été prochain, mais souhaite avoir son propre lieu d'ici 2026.